

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2834

9 octobre 2014

SOMMAIRE

Aere Gipser S.à r.l.	135994	Global Promotion S.A.	136032
Afidco S.A.	135994	Ideology S.A.	135988
Alpha Personnel System S.A.	135994	ILP II S.à r.l.	135988
ATELIERS NIC GEORGES, succ. ATE- LIERS GEORGES S.à r.l.	136031	Information Services Luxembourg	135988
ATELIERS NIC GEORGES, succ. ATE- LIERS GEORGES S.à r.l.	136030	La Fille de Lasio S.A.	135993
Bil Manage Invest S.A.	135994	LDM Capital S.A.	135993
CCI Participations SA	136031	L.E.E. S.à r.l.	135993
Circuit Foil Luxembourg	136012	Liegeois S.A.	135992
Das Digital Achiever Systems	136013	Luton Investments S.A.	135992
DH French Light Industrial S.à r.l.	135993	Macro International S.A.	135989
DMC Power S.à r.l.	135986	Mallinckrodt Securitization S.à r.l.	135992
Emalux S.A.	135986	Metecno S.à r.l.	135991
EMP Corp S.A.	135986	Metty Weyrich & Fils S.à r.l.	135992
Espen Immobilière S.à r.l.	135989	Mieti S.A.	135991
Euro 1 Komm	135989	Millcreek S.A.	135991
Europa Transport S.A.	135986	Morgan Stanley Morane Investments S.à r.l.	135987
European Commercial Industrial Compa- ny	135989	Musi Investments S.A.	135988
Europharm S.A.	136031	MyGoodness Holding S.A.	135990
Façade Moderne S.à r.l.	136032	Nemo S.à r.l.	135990
Fahrenheit SICAV-SIF	136032	Odyssey Luxembourg IP Holdings 1 S.à r.l.	135991
Fideslum S.A.	136021	Odyssey Luxembourg IP Holdings 2 S.à r.l.	135990
Firkin S.à r.l.	136031	Parkwood (Hanau) S.à r.l.	135990
Five Arrows Investments S.C.A. SICAR	136032	Resolution IV Holdings S.à r.l.	136031
Five Arrows Principal Investments Inter- national Feeder II S.C.A. SICAR	136032	R Port	136031
Five Stars Immo Lux S.A.	135987	Société pour l'Aménagement du Plateau du St Esprit S.à r.l.	136012
Food Consulting TM s. à r.l.	135987	SPF-Sierra Portugal Real Estate	135995
FPSPi SICAV	135987	Tatico & Co S.à r.l.	136012

DMC Power S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 36.016.575,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 177.963.

—
Extrait de l'assemblée générale des associés de la Société en date du 31 juillet 2014

- Les associés ont accepté la démission de Monsieur Christopher Bell, né le 27 mai 1973 à Belfast, Irlande, de son poste de gérant de la Société, avec effet au 24 juin 2014.

L'adresse professionnelle de Monsieur Michael Davy, gérant de la Société, est dorénavant située au 95, Wigmore Street, Londres W1U 1FB, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014127064/15.

(140144068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Emalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 4-6, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 102.085.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de la résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 6 août 2014

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires que la liquidation de la société Emalux S.A. a été clôturée. Les livres et documents comptables seront conservés pendant une période de 5 ans au siège social de la société.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014127081/14.

(140144133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Europa Transport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 33.985.

—
Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 30. Juni 2014

Die Niederlegung des Mandats, von Herrn Robert Langmantel, als Verwaltungsrats-Mitglied wurde zum heutigen Tag akzeptiert.

Zum neuen Verwaltungsrats-Mitglied wurde Herrn Marc Kernel, geboren am 29/04/1957 in Sélestat - Frankreich und wohnhaft in 6, rue Enz L-5532 Remich bestellt. Dieses Mandat wird bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2018 geführt.

Die Versammlung

Référence de publication: 2014127095/14.

(140144309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

EMP Corp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 181.670.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014127083/11.

(140143935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

FPSPi SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 90.873.

J'ai l'honneur de vous notifier par la présente la démission de mon mandat d'administrateur de la Sicav FPSPi à compter du 11 juillet 2014.

Le 11 juillet 2014.

Monsieur Giancarlo Ferraris.

Référence de publication: 2014127137/10.

(140144249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Food Consulting TM s. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 1, rue de Turi.

R.C.S. Luxembourg B 166.960.

Transfert du siège social de 3 rue de Turi L-3378 Livange à 1 rue de Turi L-3378 Livange.

Fait à Luxembourg, le 05/08/2014.

Le gérant

Référence de publication: 2014127136/10.

(140143531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Five Stars Immo Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 3, rue des Trévires.

R.C.S. Luxembourg B 158.849.

Le bilan, le compte de pertes et profits et les annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014127133/12.

(140143831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Morgan Stanley Morane Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 147.927.

Il résulte des résolutions de l'Actionnaire Unique de la société en date du 1^{er} août 2014, les décisions suivantes:

1. Révocation du gérant suivant en date du 24 février 2014:

Mme. Laurence Magloire, gérant, employée privé, née le 29 novembre 1970 à Mons (Belgique) et demeurant professionnellement au 6B, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Révocation du gérant suivant en date du 6 juin 2014:

Mr. Roland Rosinus, gérant, employé privé, né le 6 mars 1970 à Saarbrücken (Allemagne) et demeurant professionnellement au 6B, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Nomination du gérant suivant à partir du 1^{er} août 2014 pour une période indéterminée:

Mr. Juan Alvarez Hernandez, employé privé, né le 11 octobre 1983 à Madrid (Espagne) et demeurant professionnellement au 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Nomination du gérant suivant à partir du 1^{er} août 2014 pour une période indéterminée:

Mme. Anne-Sophie Davreux, employée privé, née le 13 novembre 1989 à Arlon (Belgique) et demeurant professionnellement au 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 7 août 2014.

Référence de publication: 2014127289/22.

(140143700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Information Services Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 145.294.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Information Services Luxembourg

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014127208/11.

(140143847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

ILP II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 122.717.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127217/9.

(140143749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Ideology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 78.336.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 août 2014.

Référence de publication: 2014127214/10.

(140143967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Musi Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 62.103.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire en date du 27 juin 2014

Le mandat de Monsieur Luca BASSANI ANTIVARI, né à Milan (Italie) le 24 novembre 1956, demeurant professionnellement à MC-98000 Monaco, 8, rue Coll. Bellando De Castro, a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Le mandat de Monsieur Cornelius Martin BECHTEL, né à Emmerich/RH (Allemagne) le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Le mandat de Monsieur Jean FELL, né à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), le 9 avril 1956, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Le mandat du réviseur d'entreprises, la société Kohnen & Associés S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B114190, avec siège social à L-1930 Luxembourg, 62, Avenue de la Liberté, a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Luxembourg, le 8 août 2014.

Pour MUSI INVESTMENTS S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014127312/24.

(140144085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Espen Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 1, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 49.503.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127087/9.

(140143628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

European Commercial Industrial Company, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 29.324.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127096/9.

(140144334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Euro 1 Komm, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 10, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 165.796.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127093/9.

(140143582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Macro International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 136.046.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 2014

1. Après discussion de l'ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité;

Administrateurs et Commissaire aux Comptes

2. La démission de Mme Beatriz GARCIA, M Alexis KAMAROWSKY et M Federigo CANNIZZARO DI BELMONTINO en tant qu'administrateurs est acceptée avec effet immédiat;

3. [..];

4. L'assemblée nomme en tant qu'administrateurs: M Edoardo TUBIA, administrateur de sociétés, né à San Donà di Piave (Italie) le 11 décembre 1953 et demeurant au 6 rue des Lilas, L-8035 Strassen, M Marco STERZI, administrateur de sociétés, né à Milan (Italie) le 10 novembre 1964 avec adresse professionnelle au 5 avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, et Mr Paolo PANICO, administrateur de sociétés, né à Vercelli (Italy) le 1^{er} décembre 1970 avec adresse professionnelle au 92 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2018;

5. La démission du commissaire aux comptes Luxembourg International Consulting SA Interconsult est acceptée avec effet immédiat

6. [..];

7. L'assemblée nomme en tant que commissaire aux comptes Private Trustees SA (RCS B 74 700) avec siège social au 92 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2018;

Transfert de siège social

8. Le siège social de la Société est transféré au 5 avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg avec effet immédiat;

Référence de publication: 2014127296/27.

(140143927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

MyGoodness Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.
R.C.S. Luxembourg B 133.772.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique en date du 28 juin 2013

L'actionnaire unique a décidé de renouveler les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2014127295/12.

(140143762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Nemo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 142, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 66.641.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127325/9.

(140143819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Odyssey Luxembourg IP Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 171.812.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127336/9.

(140143612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Parkwood (Hanau) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 130.972.

—
EXTRAIT

En date du 6 août 2014, l'associé unique de la société, Parkwood Europe LLP, a pris les résolutions suivantes:

1. L'associé unique a décidé de révoquer, avec effet immédiat, le mandat de gérant des personnes suivantes:

- Derek Lucie-Smith;
- Robert David Maxted;
- John Lorimer;
- Romain Bontemps; et
- Ronald Weber.

2. L'associé unique décide de nommer en tant que gérants de la Société, pour un mandat d'une durée indéterminée et avec effet immédiat:

- Manacor (Luxembourg) S.A., une société anonyme enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 9.098 et ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et
- MUTUA (Luxembourg) S.A., une société anonyme enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 41.471 et ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014127350/24.

(140143645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Mieti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 58.008.

Il résulte des actes de la Société que Monsieur Andrea Carini a présenté sa démission de ses fonctions d'administrateur en date du 12 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MIETI S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2014127304/13.

(140143600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Millcreek S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 129.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MILLCREEK S.A.
United International Management S.A.

Référence de publication: 2014127305/11.

(140143587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Odyssey Luxembourg IP Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 171.790.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127335/9.

(140143601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Metecno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 141.024.

Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 28 juillet 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 29 juillet 2014

1. M. Vincent REGNAULT a démissionné de son mandat de gérant de classe A avec effet au 31 janvier 2014.
2. Mme Virginie DECONINCK, administrateur de sociétés, née à Rocourt (Belgique), le 11 octobre 1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérant de classe A pour une durée indéterminée.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de M. Hans DE GRAAF, gérant de classe A, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 8 août 2014.

Pour extraits et avis sincères et conformes
Pour METECNO S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014127303/21.

(140144129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Metty Weyrich & Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9416 Vianden, 6, rue des Jardins.
R.C.S. Luxembourg B 102.060.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014128025/10.

(140144911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Mallinckrodt Securitization S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: USD 20.100,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 188.808.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014128021/10.

(140144965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Luton Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 143.696.

L'assemblée générale annuelle de la société qui s'est tenue le 20 juin 2014 a renouvelé les mandats d'administrateur de Monsieur Harley Rowland, né le 29 février 1980 à Londres (Grande-Bretagne), avec adresse professionnelle au 35a Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en 2015, de Madame Venetia Lean, née le 25 septembre 1971 à Londres (Grande-Bretagne), avec adresse professionnelle au 35a Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en 2015, de Monsieur Graham John Robeson, né le 14 juillet 1946 à Londres (Grande-Bretagne) avec adresse professionnelle au The Old Vicarage East Ruston, NR129HN Norwich, Grande-Bretagne, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en 2015, de Madame Yvonne Kelsey au poste de Commissaire aux comptes, née le 30 janvier 1972 à Genthin (Allemagne) avec adresse professionnelle au The Old Stables, Rue a L'Or, St Peter Port, GY11QG, Guernesey, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Luton Investments S.A.

Référence de publication: 2014127977/19.

(140145139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Liegeois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 114.759.

EXTRAIT

Conformément à l'article 49-8 de loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, la Société a procédé au rachat de (50) actions de catégorie J, d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10) chacune, en date du 25 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2014.

*Pour la Société
Un mandataire*

Référence de publication: 2014127997/15.

(140144362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

L.E.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, 33, ZAC Langwies - rue Hiehl.
R.C.S. Luxembourg B 75.534.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014127969/11.

(140144761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

LDM Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 121.882.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127992/9.

(140144342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

La Fille de Lasio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 112.678.

Il résulte des actes de la Société que Monsieur Andrea Carini a présenté sa démission de ses fonctions d'administrateur en date du 12 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LA FILLE DE LASIO S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014127986/13.

(140145184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

DH French Light Industrial S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 147.501,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 129.075.

Par la présente, il est pris acte que:

- Madame Céline Uvergoels, ayant son adresse professionnelle à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, a été nommée gérant de la Société avec effet au 8 août 2014 et, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Richard Lund, ayant son adresse professionnelle à 45 Pall Mall, SW1Y 5JG, London, U.K., a été nommé gérant de la Société avec effet le 8 août 2014 et ce, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Paul King, ayant son adresse professionnelle à 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a mis fin à son mandat de gérant de la Société le 8 août 2014.

- Monsieur Graeme Stening, ayant son adresse professionnelle à 45 Pall Mall, SW1Y 5JG, London, U.K., a mis fin à son mandat de gérant de la Société le 8 août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 août 2014.

Gérard Becquer

Gérant

Référence de publication: 2014128330/21.

(140145102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Aere Gipser S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 99.792.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014128350/10.

(140145519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Afidco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.426.

Extrait de résolution de l'assemblée générale du 08 août 2014

L'assemblée décide reconduire tous les mandats pour une durée de 6 ans et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08.08.2014.

AFIDCO S.A.

Administrateur

Référence de publication: 2014128409/14.

(140145708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Alpha Personnel System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 17, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 83.681.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014128413/10.

(140145686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Bil Manage Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 178.517.

Conformément à l'article 14 des statuts, le conseil d'administration du 16 février 2014 a décidé, à l'unanimité des voix, de déléguer tous ses pouvoirs en ce qui concerne la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à

M. Alain Bastin, avec adresse professionnelle à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée,

délégué du conseil, qui, par sa signature conjointe avec un administrateur, pourra valablement engager la société, en remplacement de Mme Laurence Plancq.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Pour BIL MANAGE INVEST

Société anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société anonyme

Catherine de Lannoy / Simone Wallers

Deputy Director / -

Référence de publication: 2014128457/20.

(140145609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

SPF-Sierra Portugal Real Estate, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.615.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of July.

Before us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "SPF - SIERRA PORTUGAL REAL ESTATE" (hereinafter the "Company"), a société en commandite par actions existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.615, incorporated pursuant to a deed dated 3 December 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 19 January 2008, number 154. The articles of incorporation have been modified for the last time pursuant to a notary deed on 12 October 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 29 November 2010, number 2605.

The Meeting was opened by Ms. Frédérique Davister, Avocat, professionally residing in Luxembourg, having been appointed chairman,

who appointed as secretary Ms. Stéphanie Guers, Avocat, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Ms. Caroline Bocklandt, Avocat, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after been signed "ne varietur" by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders after been signed by the board of the Meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

II.- A convening notice reproducing the agenda of the present meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 10 July 2014 in accordance with article 17 of the articles of incorporation of the Company.

III.- It appears from the attendance list that all the registered shares are present or represented at this extraordinary general meeting, so that the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 15 August 1915 on commercial companies, as amended, is met and that the meeting can therefore validly deliberate on the proposed agenda.

IV.- That the agenda of the present meeting is the following:

1. Restatement of the articles of incorporation for compliance with the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as may be amended from time to time.

After deliberation, the following resolution was unanimously taken by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company:

Sole resolution

The Meeting RESOLVES to approve the restatement of the articles of incorporation for compliance with the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as may be amended from time to time, which shall henceforth read as follows:

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

1. Form - Corporate name.

1.1 There exists among the subscribers and all persons who may become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg company under the form of a "Société en Commandite par Actions" which shall be governed by the law of the Grand Duchy of Luxembourg of August 10, 1915 on Commercial Companies and amendments thereto (the "Company Law") and by the present articles (the "Articles").

1.2 The Company will exist under the corporate name of "SPF - SIERRA PORTUGAL REAL ESTATE" (the "Company").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 The General Partner (as defined hereafter) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.3 The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner of the Company.

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may make real estate related investments exclusively in Portugal whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.4 For purposes of this article, an entity shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other entity directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. An entity shall be deemed to control another entity if the controlling entity possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the entity or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other entity, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions:

3.5.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other instruments convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.5.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt or equity instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.5.3 to enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide or receive credit protection to or from the swap counter-party;

3.5.4 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision; and

3.5.5 to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.6 In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its objects as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

4. Investment policies and restrictions. All investments and the course of conduct of the management and business affairs of the Company shall be subject to the corporate and investment policy, investment objectives, investment strategy and the investment powers and restrictions as set forth in the investment and shareholders agreement entered into by the among others the Shareholders (the "Shareholders Agreement") and in compliance with applicable laws and regulations.

5. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II. - Capital, Shares

6. Share capital.

6.1 The share capital is fixed at two hundred and nine million two hundred and forty-three thousand eight hundred and one Euro (EUR 209,243,801.-) represented by:

- one hundred and eighteen million seven hundred and ninety-two thousand four hundred and twenty-nine (118,792,429) shares of Limited Shareholder (herein referred to as the "actions de commanditaire" or "Class A Shares");

- one hundred and thirty-one million two hundred and ninety-one thousand seven hundred and seven (131,291,707) shares of Limited Shareholder (herein referred to as the "actions de commanditaire" or "Class B Shares"); and

- one (1) share of Unlimited Shareholder (herein referred to as the "action de commandité" or "Class C Share").

(the Class A Shares together with the Class B Shares and the Class C Share, are referred to as the "Shares"), each having the same par value.

6.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the General Partner.

6.3 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for amending the articles of association of the Company.

6.4 Conversion of Shares on subsequent closings.

6.4.1 Without prejudice to the specific provisions that may be contained in a shareholders' agreement that may be entered into from time to time, any Class A Share transferred from a Shareholder to a person which is not an Affiliate (as defined in a shareholders' agreement that may be entered into from time to time) of such Shareholder shall be immediately upon such transfer converted into Class B Share.

6.4.2 The General Partner shall procure that such conversion be recorded as soon as possible by a notarial deed to permit any subsequent amendments to the present Articles.

7. Form of shares.

7.1 The Shares shall be issued in registered form.

7.2 All the Shares shall be registered in a Shareholders' register to be maintained by the Company at the registered office of the Company.

7.3 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

7.4 Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

8. Transfer of shares.

8.1 In case of transfer to a new Shareholder, the transfer shall be completed in accordance with this article 8 of the Articles.

8.2 Any transfer of Shares shall be notified to the Company in compliance with the Company Law.

9. Restriction on the transferability of the class a shares and the class b shares.

9.1 Except as provided for in these Articles and in the Shareholders Agreement (and in particular in case of syndication of the Class A Shares, for which the below provisions should not apply), the Class A Shares and the Class B Shares shall not be sold or transferred by any holders of such class of shares during the Investment Period (as such term may be defined in the Shareholders Agreement) and without the prior consent of the General Partner, which will not be unreasonably withheld.

Each holder of Class A Shares or Class B Shares agrees that it will not pledge or grant a security interest in any of its Class A Shares or Class B Shares without the prior consent of the General Partner.

Unless otherwise agreed by the General Partner, a sale, an assignment or a transfer must be of all and not less than all the Class A Shares or the Class B Shares held by the Transferor.

9.2 Transfer to a third party: Right of First Offer

(a) The holder of Class A Shares or Class B Shares (the "Selling Shareholder") wishing to sell all of its Class A Shares or its Class B Shares (the "Offered Shares") must give notice of such an intent (the "Transfer Notice") to the General Partner setting out the details of the Offered Shares and a price, which must be in cash only, per Share it wishes to receive (the "Share Price"). The General Partner shall, within five (5) Business Days of receipt of such Transfer Notice, offer the Offered Shares to the other Shareholders in proportion to their respective amounts of Investor Commitment (as such term may be defined in the Shareholders Agreement). The Offered Shares shall be offered at the Share Price and on the same terms and conditions provided for in the Transfer Notice (the "Agreed Terms") and the offer shall be open for acceptance for a period determined by the General Partner which shall not be less than fifteen (15) Business Days nor more than thirty (30) Business Days (including the five (5) Business Days period granted to the General Partner) ("Offer Closing"). In the absence of express acceptance of the offer prior to the Offer Closing, the Shareholders shall be deemed to have refused such offer.

(b) On accepting an offer, each Shareholder shall notify the General Partner of the number of Offered Shares in respect of which it accepts such offer and whether, if not all of the other Shareholders accept the offer, that the Shareholder would be willing to purchase further Offered Shares.

(c) If the first notifications received by the General Partner show that the other Shareholders have not accepted the offer of all the Offered Shares, the General Partner shall inform the Shareholders of the numbers of Offered Shares accepted by each Shareholder and the number of remaining Shares, within five (5) Business Days of receiving the last notification. Each Shareholder shall then notify the General Partner of the number of additional Offered Shares, which it agrees to purchase within five (5) Business Days.

(d) If not all of the Shareholders accept the offer, the Offered Shares shall be sold to those Shareholders, which have indicated a willingness to purchase further Offered Shares pursuant to point (b) in proportion to their respective Investor Commitment (as such term may be defined in the Shareholders Agreement), if not otherwise agreed among them. If only one Shareholder accepts the offer, all of the Offered Shares may be sold to such Shareholder.

(e) The General Partner shall, no later than the Offer Closing (which may be extended pursuant article 9.2 (b) above) notify the Selling Shareholder if the other Shareholders have agreed to purchase the Offered Shares. The Selling Shareholder shall sell the Offered Shares to the other Shareholders accordingly. If the other Shareholders decide not to purchase the totality of the Offered Shares or if the offer pursuant to article 9.2 (a) above is refused or not accepted prior to the Offer Closing, the Selling Shareholder may freely sell them to a bona fide Qualified Investor (as such term may be defined in the Shareholders Agreement), provided that (i) such sale is completed within five (5) months of the Offer Closing and (ii) the sale is executed on the Agreed Terms. The Selling Shareholder shall provide to the General Partner the draft sale and purchase agreement that he is to conclude with the purchaser in order to enable the General Partner to ensure that the above conditions are met.

(f) If the right of first offer is duly exercised, the Selling Shareholder irrevocably undertakes to (i) sell to the other Shareholders, on the Agreed Terms, the Offered Shares within one (1) month of the Offer Closing and (ii) execute any document enabling the sale to be valid and enforceable against the Company and third parties.

9.3 Transfer to Affiliate(s)

A sale and assignment or a transfer by a holder of Class A Shares or Class B Shares (a "Transferor") of its Class A Shares or Class B Shares to one of its Affiliates (individually a "Transferee Affiliate") shall be permitted.

However, in the event that the Transferee Affiliate ceases to be an Affiliate of the Transferor, the Transferee Affiliate shall sell, assign or transfer such Class A Shares or Class B Shares back to the Transferor.

10. Redemption of the class a shares and the class b shares. The redemption of the Class A Shares or the Class B Shares shall be made in accordance with these articles of association, the provisions of Luxembourg laws and the Shareholders Agreement. The Company shall redeem the Class A Shares or the Class B Shares at a share price equal to the NAV of the Redemption Shares (as such term may be defined in the Shareholders Agreement).

Chapter III. - Valuation and net asset value valuation

11. Independent real estate valuations.

11.1 All real estate assets owned by the Company or by its subsidiaries will, at least at the end of each financial year, be valued by the AIFM, with the assistance of one or more independent appraisers and of the General Partner.

11.2 The independent appraisers may not be affiliated with the General Partner and the AIFM and shall be licensed, if need be, to operate in the jurisdiction in which the relevant real estate asset is located. They will value the real estate assets using a formal set of guidelines on the basis of widely-accepted valuation standards (such as RICS), adapted as necessary to respect individual market considerations and practices.

11.3 The names of the appointed independent appraisers will be published in the annual report of the Company. The Investors may inform themselves at the registered office of the Company of the names of the independent appraiser(s) of each real estate asset.

12. Valuation and calculation of the NAV.

12.1 The net asset value (the "NAV") per Share shall be expressed in Euro and shall be calculated by an agent appointed by the Company and/or the AIFM, in accordance with the requirements of Luxembourg law and the International Financial Reporting Standards, as amended from time to time and adopted by the European Union ("IFRS") under the ultimate responsibility of the AIFM.

12.2 The AIFM will procure for the NAV per Share to be calculated quarterly.

12.3 The calculation of the NAV per Share shall be made in the following manner:

12.3.1 The assets of the Company shall include in accordance with IFRS:

1) all real estate assets registered in the name of the Company or a subsidiary thereof as well as participations in a real estate company;

2) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

3) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of financial assets, real estate assets, securities or any other assets sold but not delivered);

4) all other assets of any kind and nature including the relevant costs and expenses paid in advance and known as prepayments.

12.3.2 The value of such assets, in accordance with IFRS, shall be determined as follows:

1) subject to the below provisions, real estate assets will be valued by the AIFM, with the assistance of an independent appraiser and of the General Partner;

2) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof,

unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

3) all other securities and other assets, including debt securities, restricted securities and securities for which no market quotation is available, are valued at fair value in accordance with IFRS as determined by the AIFM.

Liabilities of the Company

12.3.3 The liabilities of the Company shall include (without limitation):

1) all loans, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the General Partner;

4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income, as determined from time to time by the AIFM, and other reserves (if any) authorized and approved by the AIFM, as well as such amount (if any) as the AIFM may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

5) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and IFRS. In determining the amount of such liabilities the AIFM shall take into account all expenses payable by the Company.

12.3.4 In accordance with INREV guidelines (as amended from time to time) deferred tax liabilities and transaction costs will be added, whilst goodwill related to acquisitions is deducted, for the purpose of the relevant valuations.

12.3.5 All financial liabilities of the Company shall be recorded and valued in accordance with IFRS and the net result should be treated as an asset or a liability of the Company.

12.3.6 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law and IFRS.

12.3.7 The NAV per Share of each Class on any valuation date shall be determined by dividing (i) the net assets of the Company on such valuation date, by (ii) the number of Shares. The NAV per Share of each Class shall be calculated up to two (2) decimal places.

13. Temporary suspension of the calculation of NAV per share and redemptions.

13.1 The determination of the NAV per Share as well as redemptions may be suspended by decision of the General Partner or the AIFM in case of force majeure.

13.2 Any such suspension shall be published, if appropriate, by the General Partner or the AIFM and may be notified to Shareholders.

Chapter IV. - Management

14. Management.

14.1 The Company shall be managed by "SPF - SIERRA PORTUGAL", a private limited liability company having its registered office at 46A, avenue John F.

Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 134.470 (herein referred to as the "General Partner"), as its name or registered office may change from time to time, in its capacity as sole Unlimited Shareholder of the Company.

14.2 The General Partner may be removed only in the case of fraud, a wilful misconduct, a gross negligence or a material breach of The Shareholders Agreement by means of a resolution of Shareholders holding 75% of the votes, including the Class B Shareholders holding 75% of the votes of the Class B Shares, it being understood that the General Partner's vote will not be required notwithstanding any other provision of these Articles.

14.3 The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

14.4 The General Partner shall ensure that no Shareholder receives a preferential treatment over another Shareholder, unless disclosed in the Shareholders Agreement.

15. Powers of the general partner.

15.1 In dealing with third parties, the General Partner will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

15.2 The General Partner is, within the limits set out in these Articles, vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in particular in compliance with the investment policy, objectives and strategy and the investment restrictions as determined in article 4 of these Articles.

15.3 All powers not expressly reserved by the Company Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

15.4 The General Partner may appoint an external AIFM or remain internally-managed under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as may be amended from time to time (the "AIFM Law"). Details regarding the appointment

of the external AIFM or internally-managed structure of the Company will be incorporated in the Shareholders Agreement.

15.5 An independent chartered accountant may also be appointed to audit the Company.

16. Representation of the company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by its legal representatives or any delegate appointed in compliance with the articles of incorporation of the General Partner.

No Limited Shareholder shall represent the Company.

17. Liability of the shareholders.

17.1 The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses which cannot be recovered on the Company's assets.

17.2 The General Partner shall not however be bound by the reimbursement to the other Limited Shareholders of the paid amounts on the Class A Shares.

17.3 The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and, unless otherwise provided by the Company Law, shall only be liable for payment to the Company of the nominal value paid for each Class A Share they hold in the Company.

18. Delegation of powers agents of the general partner.

18.1 The General Partner may, at any time, appoint agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability. The appointed agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

18.2 The General Partner will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

19. Dissolution, incapacity of the general partner.

19.1 The Company shall not be dissolved in case of dissolution or legal incapacity of the General Partner or where for any other reason it is impossible for the General Partner to act.

19.2 In that event the Supervisory Board shall designate one or more administrators, who need not be Shareholders, until such time as the general meeting of Shareholders shall convene.

19.3 Within fifteen (15) days of their appointment, the administrators shall convene the general meeting of Shareholders in the way provided for by Article 29 of the Articles.

19.4 The administrators' duties consist of performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of Shareholders shall appoint one or more new General Partners.

19.5 The administrators are responsible only for the execution of their mandate.

Chapter V. - AIFM and depositary

20. Powers and duties of the AIFM. The AIFM (if any) shall be responsible for the portfolio management and risk management of the Company, as described in the AIFM Agreement, under the supervision of the General Partner.

21. Depositary.

21.1 The Company and the AIFM (if any) shall enter into a written depositary agreement with a credit institution, investment firm, professional depositary of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depositary from time to time, as these entities are defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time, and which shall satisfy the requirements of the AIFM Law (the "Depositary").

21.2 The Depositary shall fulfil the duties and the responsibilities provided for by the AIFM Law as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

22. Conflicts of interest.

22.1 Although it is aimed to identify and avoid conflicts of interests, the General Partner, the AIFM as well as any investment advisor and their members will attempt to resolve all nonetheless arising conflicts in a manner that is deemed equitable to all parties under the given circumstances.

22.2 For this purpose, the AIFM and an investment advisor, if any, shall implement procedures that ensure that any business activities involving a conflict which may harm the interests of the Company or its investors, are carried out with an appropriate level of independence and that any conflicts are resolved fairly and in case in a manner that avoids adversely affecting the interests of the Company and of its investors.

Chapter VI. - General meeting of shareholders

23. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the Company Law.

24. Annual general meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the third Monday of June at 14h00. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

25. Other general meeting. The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. Such meetings must be convened if Shareholders representing one tenth of the Company's capital so require.

26. Convening notice.

26.1 The general meeting of Shareholders is convened by way of a written notice setting for the agenda of the meeting and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to the address of the Shareholders, as indicated in the register of Shares.

26.2 If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

27. Presence, Representation.

27.1 All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

27.2 A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, e-mail as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

28. Vote.

28.1 Each Share entitles the holder thereof to one vote.

28.2 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all resolutions of the annual or ordinary general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes, regardless of the proportion of the capital represented.

28.3 No decision shall be validly taken without the approval of the General Partner.

29. Extraordinary general meeting.

29.1 Extraordinary general meeting may be convened in order to amend the Articles, to change the nationality of the Company, to increase the commitments of the Shareholders or for other purposes.

29.2 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented.

If the quorum is not met, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented.

At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the Shareholders present or represented, subject to the approval of the General Partner.

29.3 However, resolutions to change the nationality of the Company or to increase the commitments of the Shareholders may only be adopted by the unanimous decision of the Shareholders and, as the case may be, of the bondholders.

30. Minutes.

30.1 The minutes of the general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer (if any).

30.2 Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Chapter VII. - Supervisory board

31. Supervisory board.

31.1 The business of the Company and its financial situation, including more particularly its books and accounts, shall be supervised by a supervisory board of at least three members, who need not to be Shareholders (the "Supervisory Board").

31.2 For the carrying of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the Company Law.

31.3 The members of the Supervisory Board shall neither participate nor interfere with the management of the Company but may advise the General Partner on such matters as the General Partner may determine.

31.4 The members of the Supervisory Board shall not receive any compensation in connection with their membership on the Supervisory Board.

32. Election.

32.1 The members of the Supervisory Board will be elected by the Shareholders resolutions for a period not exceeding six years. The Unlimited Shareholder will determine its number but such number may not be below three. In case a member of the Supervisory Board is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election. The members of the Supervisory Board are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the Shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed.

32.2 In the event of the total number of members of the Supervisory Board falling below three, the General Partner shall forthwith convene a Shareholders' meeting in order to fill such vacancies.

33. Meetings of the supervisory board.

33.1 The Supervisory Board will choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a member of the Supervisory Board, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Supervisory Board.

33.2 The Supervisory Board will meet in Luxembourg upon call by the chairman. A meeting of the Supervisory Board must be convened if any two members so require.

33.3 Written notices of any meeting of the Supervisory Board will be given by letter, by telegram, by telefaxed letter or by e-mail to all members at least five days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth in the notice. The notice will indicate the place of the meeting and it will contain the agenda thereof.

33.4 The notice may be waived by the consent of each member of the Supervisory Board by letter, by telegram, by telefaxed letter or by e-mail. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board.

33.5 Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing by letter, by telegram or by telefaxed letter another member as his proxy.

33.6 The Supervisory Board can deliberate or act validly only if a majority of its members are present or represented.

33.7 Decisions will be taken by a majority of the votes of the members present or represented at such meeting.

33.8 One or more members may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

33.9 A written resolution, signed by a majority of members, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Supervisory Board which was duly convened and held. Such a resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

34. Minutes of meetings.

34.1 The minutes of any meeting of the Supervisory Board will be signed by the chairman of the meeting and by any member of the Supervisory Board or the secretary (if any). The proxies will remain attached thereto.

34.2 Copies or extracts of such minutes will be signed by the chairman alone or by a member of the Supervisory Board together with the secretary (if any) or by any two members of the Supervisory Board.

Chapter VIII. - Business year, Distribution of profits and available information

35. Financial year.

35.1 The Company's financial year begins on the first day of January and closes on the last day of December of each year.

35.2 The General Partner draws up the balance sheet and the profit and loss account. The General Partner submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of Shareholders to the Supervisory Board who shall make a report containing comments on such documents.

36. Adoption of financial statements and distribution of profits.

36.1 The financial statements shall be submitted for adoption to the next coming annual general meeting of the Shareholders.

36.2 The general meeting of the Shareholders shall consider and, if thought fit, adopt the financial statements.

36.3 The unconsolidated profits, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profits of the Company in respect of that period.

36.4 From the annual net profits of the Company thus determined, five percent (5%) shall be compulsorily allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten percent (10%) of the subscribed capital of the Company.

36.5 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the Company Law and by the Articles, the General Partner shall propose that cash available for remittance be distributed in accordance with the Shareholders Agreement.

36.6 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the General Partner with the approval of the general meeting of the Shareholders.

36.7 The General Partner may resolve to pay interim dividends subject to the conditions set forth by the Company Law.

37. Other information to investors.

37.1 Any financial and other information concerning the Company as prescribed by the AIFM Law, including without limitation, the composition of the portfolio held by the Company, the NAV, the past performance of the Company as well as any material changes thereof, will be made available free of charge to each Shareholder on any bank business day during normal business hours at the registered office of the Company.

37.2 Furthermore, the Company will also make available at its registered office to each Shareholder any other information as prescribed by the AIFM Law.

Chapter IX. - Dissolution, Liquidation

38. Causes of dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency, bankruptcy, dissolution or winding-up of any of the Shareholders.

39. Liquidation.

39.1 At the proposal of the General Partner, the Company may be dissolved by a decision of the Shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided by law.

39.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation.

39.3 After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed in accordance with Article 36 of the Articles to the Shareholders pro rata to the number of the Shares held by them.

Chapter X. - Applicable law

40. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Company Law and the AIFM Law.”

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their name, first names, civil status and residence, the said persons signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-huitième jour de juillet.

Par devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER notaire résidant à Sanem, Grand Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "SPF - SIERRA PORTUGAL REAL ESTATE" (ci-après la "Société"), une société en commandite par actions, constituée en vertu des lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.615, constituée par acte notarial en date du 3 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 19 janvier 2008, numéro 154. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 12 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 29 novembre 2010, numéro 2605.

L'assemblée a été ouverte par Maître Frédérique Davister, Avocat, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, ayant été élu président,

ayant élu en tant que secrétaire Maître Stéphanie Guers, Avocat, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Maître Caroline Bocklandt, Avocat, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et demandé au notaire de prendre acte de ce qui suit:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions apparaissent sur une liste de présence; ladite liste de présence, signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur", resteront également annexées au présent acte.

II. Les actionnaires de la Société ont dûment été convoqués en vertu d'un avis de convocation reproduisant l'ordre du jour ci-dessous et ayant été envoyé le 10 juillet 2014 conformément à l'article 17 des statuts de la Société;

III. Tel qu'il apparaît sur ladite liste de présence, toutes les actions représentant le capital social de la Société sont présents ou représentés à cette assemblée générale, de sorte que les exigences de quorum de cinquante pourcent (50%) du capital social tel qu'imposé par l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifiée, sont réunies et que l'assemblée peut valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Refonte des statuts de la Société de manière à ce qu'ils soient conformes à la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, telle que modifiée.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée DECIDE d'approuver la refonte des statuts de la Société de manière à ce qu'ils soient conformes la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, telle que modifiée, lesquels auront désormais la teneur suivante:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme - Dénomination.

1.1 Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions par la suite une société luxembourgeoise sous forme de «Société en Commandite par Actions» régie par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures (la «Loi de 1915») et par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société aura pour dénomination "SPF - SIERRA PORTUGAL REAL ESTATE" (la «Société»).

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Le Gérant Commandité (tel que défini ci-après) est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la commune de Luxembourg.

2.3 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de ses Actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social se sont produits ou sont imminents, l'adresse du siège social pourra être transférée provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Gérant Commandité.

3. Objet.

3.1 La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans d'autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie, entre autre de souscription, ou d'acquisition de tous titres et droits à travers, de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

3.2 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers exclusivement au Portugal, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées"). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également apporter à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

3.4 Pour les besoins de cet article, une entité sera considérée comme appartenant au même "groupe" que la Société si cette autre entité, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou guardian ou autre fiduciaire. Une entité sera considérée comme contrôlant une autre entité si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de l'entité ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre entité, que ce soit au moyen de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

3.5.1 conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.5.2 avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette ou de capital, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, selon les termes qui pourraient être jugés appropriés;

3.5.3 entrer dans toute forme de contrats de dérivés de crédit tels que, mais sans que cela ne soit limitatif, des contrats d'échange (swap) en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contre-partie ou bénéficiera d'une protection de cette dernière;

3.5.4 accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par toute disposition légale applicable; et

3.5.5 conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats d'association, des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'intérêt et/ou de cours, et autres contrats financiers dérivés en relation en relation avec son objet.

Etant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme de l'activité réglementée du secteur financier.

3.6 Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

4. Politique et restrictions d'investissements. Tous les investissements et la ligne de conduite de la gestion et des activités commerciales de la Société sont soumises aux politiques d'entreprise et d'investissement, objectifs d'investissement, stratégies d'investissement et pouvoirs et restrictions d'investissement tels que définis dans le pacte d'actionnaires et d'investissement conclu entre autres par les Actionnaires (le "Pacte d'Actionnaires") et en concordance avec les lois et règlements applicables.

5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Actions

6. Capital social.

6.1. Le capital social est fixé à deux cent neuf millions deux cent quarante-trois mille huit cent un euros (209.243.801,- EUR) représenté par:

- cent dix-huit millions sept cent quatre-vingt-douze mille quatre cent vingt-neuf (118.792.429) actions d'Actionnaire Commanditaire (ci-après les "actions de commanditaire" ou "Actions de Classe A ");
- cent trente-et-un millions deux cent quatre-vingt-onze mille sept cent sept (131.291.707) actions d'Actionnaire Commanditaire (ci-après les "actions de commanditaire" ou "Actions de Classe B"); et
- une (1) action d'Actionnaire Commanditée (ci-après l'"action de commandité" ou "Action de Classe C"),

(les Actions de Classe A, ensemble avec les Actions de Classe B et Actions de Classe C, sont appelées ci-après les "Actions"), chacune ayant la même valeur au pair.

6.2 En plus du capital social, il pourra être établi un compte prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée sur une Action sera versée. Le montant dudit compte prime d'émission sera à la libre disposition du Gérant Commandité.

6.3. Le capital de la Société autorisé et émis peut être augmenté ou réduit par des résolutions de l'assemblée générale des Actionnaires adoptées de la même manière que pour la modification des Statuts.

6.4. Conversion des Actions suite aux transactions subséquentes.

6.4.1. Sans préjudice des clauses spécifiques qui pourraient être contenues dans un pacte d'actionnaires qui pourrait être conclu de temps à autres, toute Action de Classe A transférée d'un Actionnaire à une personne qui n'est pas un Affilié (comme défini dans un pacte d'actionnaires qui pourrait être conclu de temps à autres) devra être immédiatement convertie à la suite d'un tel transfert en Action de Classe B.

6.4.2 Le Gérant Commandité prendra toutes les dispositions pour que cette conversion soit enregistrée dans un acte notarié dans les meilleurs délais pour permettre toutes modifications subséquentes aux présents Statuts.

7. Forme des actions.

7.1 Les Actions sont émises sous forme nominative.

7.2 Toutes les Actions nominatives seront enregistrées dans un registre des Actionnaires qui sera tenu par la Société à son siège social.

7.3 La Société considérera la personne dont le nom figurera au registre des Actionnaires comme le propriétaire des Actions.

7.4 Envers la Société, les Actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

8. Transfert des actions.

8.1 En cas de transfert à un nouvel Actionnaire, la cession devra être réalisée conformément à cet article 8 des Statuts.

8.2 Tout transfert d'Actions devra être notifié à la Société conformément à la Loi de 1915.

9. Restriction à la cession des actions de classe A et de classe B.

9.1 Excepté ce qui est prévu dans les présents Statuts ou dans le Pacte d'Actionnaires (et en particulier en cas de syndication des Actions de Classe A, pour lesquelles les dispositions ci-dessous ne devraient pas s'appliquer), les Actions de Classe A et les Actions de Classe B ne pourront être vendues ou cédées par aucun détenteur de cette classe d'actions pendant la Période d'Investissement (tel que défini dans le Pacte d'Actionnaires) et sans le consentement préalable du Gérant Commandité, qui ne pourra pas déraisonnablement être retenu.

Chaque détenteur des Actions de Classe A ou des Actions de Classe B consent qu'il ne gagera ou n'allouera pas de sûreté sur ses Actions de Classe de Classe A ou ses Actions de Classe B sans le consentement préalable du Gérant Commandité.

A moins que consenti autrement par le Gérant Commandité, une vente, une cession ou un transfert doit concerner toutes et non moins que toutes les Actions de Classe A ou les Actions de Classe B détenues par le Cédant.

9.2 Cession à une tierce partie: Droit de Première Offre

(a) Le détenteur d'Actions de Classe A ou d'Actions de Classe B (l' "Actionnaire Vendeur") désirant vendre toutes ses Actions de Classe A ou ses Actions Classe B (les "Actions Proposées") doit notifier d'une telle intention (la "Notification de Cession") au Gérant Commandité exposant les détails des Actions Proposées et un prix, uniquement en numéraire, par Action qu'il veut recevoir (le "Prix de l'Action"). Le Gérant Commandité pourra, dans les cinq (5) jours ouvrables à la réception de cette Notification de Cession, offrir les Actions Proposées aux autres Actionnaires en proportion du montant respectif de leur Engagement d'Investisseur (tel que ce terme est défini dans le Pacte d'Actionnaire). Les Actions Proposées devront être offertes au Prix de l'Action et aux mêmes termes et conditions que celles contenues dans la Notice de Cession (les "Conditions Consenties") et l'offre peut être ouverte à acceptation pendant une période déterminée par le Gérant Commandité qui ne pourra être inférieure à quinze (15) jour ouvrables ni excéder trente (30) jours ouvrables (en ce compris les cinq (5) jours ouvrables accordés au Gérant Commandité) ("Clôture de l'Offre"). En l'absence d'acceptation expresse de l'offre avant la Clôture de l'Offre, les Actionnaires seront réputés avoir refusés cette offre.

(b) En acceptant une offre, chaque Actionnaire devra notifier au Gérant Commandité le nombre d'Actions Proposées pour lesquelles il accepte cette offre et dans quelle mesure il voudra poursuivre l'achat des Actions Proposées si les autres Actionnaires n'acceptent pas l'offre.

(c) Si les premières notifications reçues par le Gérant Commandité démontrent que les autres Actionnaires n'ont pas accepté l'offre de toutes les Actions Proposées, le Gérant Commandité devra informer les Actionnaires du nombre d'Actions Proposées acceptées par chaque Actionnaire et le nombre d'Actions restantes, dans les cinq (5) jours ouvrables à la réception de la dernière notification. Chaque Actionnaire devra alors notifier au Gérant Commandité le nombre d'Actions Proposées supplémentaires qu'il accepte d'acheter dans les cinq (5) jours ouvrables.

(d) Sauf s'ils en ont convenu autrement, si aucun des Actionnaires n'accepte l'offre, les Actions Proposées seront vendues aux Actionnaires qui auront indiqué leur désir d'acheter des Actions Proposées conformément au point (b) en proportion de leur Engagement d'Investisseur respectif (tel que défini dans le Pacte d'Actionnaire). Si un seul Actionnaire accepte l'offre, toutes les Actions Proposées seront vendues à cet Actionnaire.

(e) Le Gérant Commandité devra, au plus tard à la Clôture de l'Offre (qui pourra être étendue conformément à l'article 9.2 (b) ci-dessus) notifier à l'Actionnaire Vendeur si les autres Actionnaires ont consentis à acheter les Actions Proposées. L'Actionnaire Vendeur devra en conséquence vendre les Actions Proposées aux autres Actionnaires. Si les autres Actionnaires décident de ne pas acheter la totalité des Actions Proposées ou si l'offre conformément à l'article 9.2 (a) ci-dessus est refusée ou n'est pas acceptée avant la Clôture de l'Offre, l'Actionnaire Vendeur peut librement vendre à un Investisseur Qualifié bona fide (tel que ce terme est défini dans la Pacte d'Actionnaires), à condition que (i) une telle vente soit définitive endéans les (5) mois à compter de la Clôture de l'Offre et (ii) la vente soit conclue selon les Conditions Consenties. L'Actionnaire Vendeur devra fournir au Gérant Commandité le projet de contrat de vente et d'achat devant être conclu avec l'acheteur afin de permettre au Gérant Commandité de s'assurer que les conditions sus-mentionnées sont remplies.

(f) Si le droit de première offre est dûment exercé, l'Actionnaire Vendeur s'engage irrévocablement à (i) vendre aux autres Actionnaires, aux Conditions Consenties, les Actions Proposées endéans le délai de (1) mois à la Clôture de l'Offre et (ii) à exécuter tous les documents permettant à la vente d'être valide et exécutoire à l'encontre de la Société et les parties tierces.

9.3 La Cession à un/des Affilié(s)

Une vente et une cession ou un transfert par un détenteur d'Actions de Classe A ou d'Actions de Classe B (un "Cédant") de ses Actions de Class A ou ses Actions de Classe B à un de ses Affiliés (chacun un "Affilié Cessionnaire") sera permis.

Cependant, dans le cas où l'Affilié Cessionnaire cesse d'être un Affilié du Cédant, l'Affilié Cessionnaire devra vendre, céder ou transférer de telles Actions de Classe A ou Actions de Classe B au Cédant."

10. Rachat des actions de classe A et des actions de classe B. Le rachat des Actions de Classe A ou des Actions de Classe B sera réalisé en conformité avec ces statuts, la loi luxembourgeoise ainsi que le Pacte d'Actionnaire. La Société devra racheter les Actions de Classe A ou les Actions de Classe B à un prix égal à la VNI de la Vente des Actions (tel que défini dans le Pacte d'Actionnaire).

Titre III. - Evaluation et évaluation de la valeur nette d'inventaire

11. Evaluation indépendante de biens immobiliers.

11.1 Tout bien immobilier détenu par la Société ou une de ses filiales sera, au moins à la fin de chaque année sociale, évalué par le gestionnaire de fonds d'investissements alternatifs (le "GFIA"), assisté d'un ou plusieurs évaluateurs indépendants et du Gérant Commandité.

11.2. Les évaluateurs indépendants ne peuvent pas être affiliés au Gérant Commandité ni au GFIA et doivent avoir une licence, si nécessaire pour opérer dans la juridiction de la situation du bien immobilier évalué. Ils vont évaluer les biens immobiliers en utilisant un ensemble de lignes directrices formelles basées sur des standards d'évaluation largement acceptés (tel que RICS), adaptées si nécessaire afin de respecter les considérations et pratiques propres à chaque marché.

11.3. Les noms des évaluateurs indépendants nommés seront publiés dans le rapport annuel de la Société. Les Investisseurs pourront consulter les noms de(s) l'évaluateur(s) indépendant(s) de chaque bien immobilier au siège social de la Société.

12. Evaluation et calcul de la valeur nette d'inventaire.

12.1 La valeur nette d'inventaire (la "VNI") par Action doit être exprimée en Euro et doit être calculée par un agent nommé par la Société et/ou le GFIA, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise et les normes internationales d'information financière ("IFRS") sous la responsabilité ultime du GFIA.

12.2 Le GFIA fera en sorte que la VNI par Action soit calculée trimestriellement.

12.3 Le calcul de la VNI par Action se fera de la manière suivante:

12.3.1 Les avoirs de la Société devront inclure en concordance avec les normes IFRS:

- 1) tous les biens immobiliers enregistrés au nom de la Société ou d'une de ses filiales ainsi que les participations dans une société immobilière;
- 2) tous les fonds disponibles ou en dépôt, ainsi que les intérêts courus y relatifs;
- 3) toutes les factures et billets à ordre payables et les comptes débiteurs (incluant tous les revenus d'actifs financiers, biens immobiliers, valeurs mobilières ou tout autre bien vendu mais pas délivré);
- 4) tous les autres actifs de quelle que nature que ce soit ainsi que les coûts et dépenses payés en avance et connus en tant que prépaiements.

12.3.2 La valeur des actifs sera déterminée conformément aux normes IFRS de la manière suivante:

- 1) conformément aux dispositions énumérées ci-dessous les biens immobiliers seront évalués par le GFIA, avec l'assistance d'un évaluateur indépendant et du Gérant Commandité;
- 2) la valeur des fonds disponibles ou en dépôt, factures et billets à ordres et comptes débiteurs, dépenses prépayées, dividendes en numéraire et intérêts déclarés ou courus mais pas encore reçus est réputée être le montant total de ses actifs, sauf s'il est improbable qu'ils soient payés ou livrés pour le montant total, dans ce cas la valeur est celle issue après réduction faite de manière appropriée afin de refléter la vraie valeur;
- 3) toutes les autres valeurs mobilières et autres actifs, y compris titres de créance, titres incessibles et titres pour lesquels aucune cotation sur le marché n'est disponible, sont évaluées à leur juste valeur en concordance avec les normes IFRS tel que déterminé par le GFIA.

Passif de la Société

12.3.3 Les éléments de passif de la Société comprennent (sans limitation):

- 1) tous les prêts, factures et comptes débiteurs
- 2) tous les intérêts courus relatifs aux prêts de la Société (y compris frais courus relatifs aux engagements de la Société dans le cadre de ces prêts);
- 3) toutes les dettes connues, présentes ou futures, y compris toutes les obligations contractuelles de paiement en argent ou en propriété venues à échéance, y compris le montant d'éventuels dividendes impayés déclarés par le Gérant Commandité;
- 4) une provision appropriée pour une future imposition sur le capital et le revenu, tel que déterminée à un moment donné par le GFIA, et autres réserves autorisées et approuvées par le GFIA, ainsi que tout autre montant que le GFIA considère être une allocation appropriée concernant des obligations éventuelles de la Société;
- 5) toutes les autres obligations de la Société de quelque genre et nature que ce soit reflétés en concordance avec la loi luxembourgeoise et les normes IFRS. En déterminant le montant de telles obligations le GFIA doit prendre en considération toutes les charges à payer par la Société.

12.3.4 Conformément aux lignes directrices INREV (tel que modifiées à un moment donné) les obligations fiscales et coûts de transaction déferées seront additionnées, tandis que l'écart d'acquisitions est déduit, pour les évaluations concernées.

12.3.5 Toutes les obligations financières de la Société sont enregistrées et évaluées conformément aux normes IFRS et le résultat net devra être traité comme un actif ou un passif de la Société.

12.3.6 Tous les règlements et déterminations d'évaluation seront interprétés et faits conformément à la loi luxembourgeoise et les normes IFRS.

12.3.7 La VNI par Action de chaque Classe à une date quelconque d'évaluation est déterminée en divisant (i) les actifs nets de la Société à cette date d'évaluation, par (ii) le nombre d'Actions. La VNI par Action de chaque Classe est calculée jusqu'à deux (2) décimales.

13. Suspension temporaire du calcul de la VNI par action et des rachats.

13.1 La détermination de la VNI par Action ainsi que leurs rachats peuvent être suspendus par décision du Gérant Commandité ou du GFIA en cas de force majeure.

13.2 Une telle suspension doit être publiée, si nécessaire, par le Gérant Commandité ou le GFIA et devra être notifiée aux Actionnaires.

Titre IV. - Gérance

14. Gérance.

14.1 La Société sera gérée par "SPF- SIERRA PORTUGAL", une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 46A, avenue Jonh F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 134.470 (ci-après repris comme étant le «Gérant Commandité»), comme sa dénomination et son siège social pourront changer de temps en temps, en sa qualité d'Actionnaire Commandité unique de la Société.

14.2 Le Gérant Commandité peut être révoqué uniquement en cas de fraude, faute lourde, mauvaise conduite ou violation du Pacte d'Actionnaire par une résolution des Actionnaires titulaires de 75% des votes, comprenant les Actionnaires de Classe B détenant 75% des votes des Actions de Classe B, étant entendu que le vote du Gérant Commandité n'est pas requis nonobstant de toutes autres dispositions des ses Statuts."

14.3 Les Actionnaires Commanditaires ne pourront ni participer ni interférer dans la gestion de la Société.

14.4 Le Gérant Commandité assure qu'aucun Actionnaire ne reçoive un traitement préférentiel par rapport à un autre Actionnaire, sauf stipulation contraire du Pacte d'Actionnaires.

15. Pouvoirs du gérant commandite.

15.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Commandité aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et toutes opérations conformes à l'objet social.

15.2 Le Gérant Commandité est, dans les limites de ces Statuts, investi des pouvoirs les plus larges afin de faire tout acte de disposition, de gestion et d'administration dans l'intérêt social de la Société, en particulier conformément aux politique, objectif et stratégie d'investissement, et restrictions d'investissement tels que définis à l'article 4 des présents Statuts.

15.3 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Actionnaires par la Loi de 1915 ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Commandité.

15.4 Le Gérant Commandité pourra nommer un GFIA externe ou continuer d'être géré interne dans les conditions et limites définies par les lois et règlements luxembourgeois notamment la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissements alternatifs, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi AIFM"). Les détails concernant la nomination d'un GFIA externe ou d'une structure de gestion interne de la Société sera reflété dans le Pacte d'Actionnaire.

15.5 Un expert comptable indépendant pour surveiller la Société pourra également être nommé.

16. Représentation de la société. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant Commandité, représenté par ses représentants légaux ou par tout mandataire désigné conformément aux Statuts du Gérant Commandité.

Aucun Actionnaire Commanditaire ne peut représenter la Société.

17. Responsabilité des actionnaires.

17.1 L'Actionnaire Commandité est responsable avec la Société de toutes dettes et pertes ne pouvant être payées sur les actifs de la Société.

17.2 L'Actionnaire Commandité n'est cependant pas tenu envers les Actionnaires Commanditaires au remboursement des montants payés sur les Actions de Classe A.

17.3 Les Actionnaires Commanditaires s'abstiendront d'agir au nom et pour le compte de la Société d'une quelconque manière ou qualité autre qu'en qualité de titulaires de droits d'Actionnaires dans les assemblées générales des Actionnaires

et, à moins que la Loi de 1915 n'en dispose autrement, ne seront tenus que du paiement à la Société de la valeur des Actions A qu'ils détiennent.

18. Délégation de pouvoirs du gérant commandite.

18.1 Le Gérant Commandité pourra, à tout moment, nommer un représentant ou un agent de la Société tel que nécessaire pour les opérations et la gestion de celle-ci, à condition que les Actionnaires Commanditaires ne puissent agir pour le compte de la Société sans perdre le bénéfice de leur responsabilité limitée. Les représentants et agents ainsi nommés auront les pouvoirs et les devoirs leur conférés par le Gérant Commandité.

18.2 Le Gérant Commandité déterminera les responsabilités et la rémunération quelconque (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

19. Dissolution, Incapacité du gérant commandite.

19.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de dissolution ou d'incapacité légale du Gérant Commandité ou si pour d'autres raisons il est impossible au Gérant Commandité d'agir.

19.2 Dans ce cas, le Conseil de Surveillance devra désigner un ou plusieurs administrateurs, Actionnaires ou non, jusqu'à ce que l'assemblée des Actionnaires soit convoquée.

19.3 Endéans le délai de quinze (15) jours à dater de leur nomination, les administrateurs devront convoquer une assemblée générale des Actionnaires tel que stipulé à l'article 29 des Statuts.

19.4 Les administrateurs sont tenus de prendre tout acte requis par l'urgence et tout acte d'administration ordinaire jusqu'à ce que l'assemblée des Actionnaires nomme un ou plusieurs Gérant(s) Commandité(s).

19.5 Les administrateurs sont responsables uniquement de l'exécution de leur mandat.

Titre V. - GFIA et dépositaire

20. Pouvoirs et devoirs du GFIA.

Le GFIA (s'il y en a) est responsable pour la gestion de portefeuille et la gestion des risques de la Société, tel que décrit dans le Pacte GFIA, sous la supervision du Gérant Commandité.

21. Dépositaire.

21.1 La Société et le GFIA (s'il y en a) doivent conclure un contrat de dépositaire écrit avec une institution de crédit, entreprise d'investissement, dépositaire professionnel d'actifs autres que des instruments financiers ou toute autre entité éligible qui pourrait être qualifiée de dépositaire, tel que ces entités sont définies par la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 sur le secteur financier, telle que modifiée, et qui doit satisfaire aux exigences de la Loi AIFM (le "Dépositaire").

21.2 Le Dépositaire doit remplir les obligations et responsabilités issues de la Loi AIFM ainsi que de tout autres lois et règlements luxembourgeois.

22. Conflits d'intérêts.

22.1 Même si il est visé d'identifier et d'éviter les conflits d'intérêts, le Gérant Commandité, le GFIA ainsi que tout autre conseiller en investissement et leurs membres vont essayer de résoudre tous les conflits d'intérêts néanmoins surgis dans une manière équitable à toutes les parties dans les circonstances données.

22.2 Pour cette fin, le GFIA et un conseiller en investissement, s'il y en a, doivent établir des procédures assurant que toutes les activités commerciales impliquant un conflit qui pourrait nuire aux intérêts de la Société ou de ses investisseurs, sont exercées d'une manière appropriée au niveau d'indépendance et que les conflits sont résolus équitablement et dans ce cas de manière à éviter d'affecter négativement les intérêts de la Société et de ses investisseurs.

Titre VI. - Assemblée générale des actionnaires

23. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les Actionnaires de la Société. L'assemblée générale des Actionnaires délibérera uniquement sur les points qui sont de sa compétence en vertu des Statuts ou de la Loi de 1915.

24. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra dans la commune de Luxembourg à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation, le troisième lundi de juin à 14 heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

25. Autre assemblée générale. Le Gérant Commandité pourra convoquer d'autres assemblées des Actionnaires. L'assemblée devra être convoquée si des Actionnaires représentant un dixième du capital de la Société le demandent.

26. Convocation.

26.1 L'assemblée générale des Actionnaires est convoquée par voie de lettres recommandées comprenant l'ordre du jour de l'assemblée et envoyées aux Actionnaires à l'adresse telle qu'indiquée dans le registre des Actions, au moins huit (8) jours avant l'assemblée.

26.2 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable ou publication.

27. Présence et représentation.

27.1 Tout Actionnaire aura le droit d'assister et de prendre la parole lors des assemblées des Actionnaires.

27.2 Un Actionnaire est autorisé à se faire représenter lors d'une assemblée générale des Actionnaires par une autre personne, pour autant que ce dernier, Actionnaire ou non, soit en possession d'une procuration écrite sous forme d'un télégramme, d'un télex, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre.

28. Vote.

28.1 Chaque Action donne droit à une voix à son détenteur.

28.2 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions de l'assemblée annuelle ou ordinaire des Actionnaires sont adoptées à la majorité simple des votes, quelles que soient la portion du capital représentée.

28.3 Aucune décision ne pourra être valablement prise par l'assemblée générale des Actionnaires sans le consentement du Gérant Commandité.

29. Assemblée générale extraordinaire.

29.1 Une assemblée générale des Actionnaires pourra être convoquée pour modifier les Statuts, changer la nationalité de la Société, augmenter les engagements des Actionnaires ou pour d'autres objectifs.

29.2 Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée.

Si le quorum n'est pas rempli une nouvelle assemblée des Actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

Dans les deux assemblées des actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés, sous réserve de l'approbation du Gérant Commandité.

29.3 Néanmoins, les résolutions changeant la nationalité de la Société ou augmentant les engagements des Actionnaires ne pourront être adoptées qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et, le cas échéant, des obligataires.

30. Procès-verbaux.

30.1 Les procès-verbaux des assemblées générales des Actionnaires seront signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et le scrutateur (s'il y en a).

30.2 Des copies ou extraits de ceux-ci pouvant être produits devant les tribunaux ou autrement devront être signés par le Gérant Commandité.

Titre VII. - Conseil de surveillance

31. Conseil de surveillance.

31.1 Les opérations de la Société, et sa situation financière, notamment ses livres et comptes, seront supervisées par un conseil de surveillance composé de trois membres au moins, Actionnaires ou non (le «Conseil de Surveillance») 31.2 Pour accomplir ses obligations de contrôle, le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, tels que définis à l'article 62 de la Loi.

31.3 Les membres du Conseil de Surveillance ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société mais peuvent conseiller le Gérant Commandité sur les points que le Gérant Commandité déterminera.

31.4 Les membres du Conseil de Surveillance ne recevront aucune compensation en relation avec leur appartenance au Conseil de Surveillance.

32. Election.

32.1 Les membres du Conseil de Surveillance seront désignés par décision de l'assemblée des Actionnaires pour une durée maximale de six ans. Les Actionnaires Commandités fixeront leur nombre mais ce nombre ne peut être inférieur à trois. Dans le cas où un membre du Conseil de Surveillance est élu sans indication de durée, il sera considéré comme étant élu pour une durée de six ans à partir de la date de sa nomination. Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment et sans justification par décision de l'assemblée des Actionnaires. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés.

32.2 Au cas où le nombre total des membres du Conseil de Surveillance tombe en dessous de trois, le Gérant Commandité sera tenu de convoquer une assemblée des Actionnaires afin de remédier à cette vacance.

33. Réunions du conseil de surveillance.

33.1 Le Conseil de Surveillance choisira parmi ses membres un président, Il pourra choisir également un secrétaire, membre ou non du Conseil de Surveillance, lequel sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance.

33.2 Le Conseil de Surveillance se tiendra à Luxembourg sur appel du président. Une réunion du Conseil de Surveillance devra être convoquée à la demande de deux de ses membres.

33.3 Les réunions du Conseil de Surveillance seront convoquées par lettre, télégramme, lettre faxée ou par e-mail adressés à tous ses membres au moins cinq (5) jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence, dans ce cas, la nature de l'urgence sera précisée dans l'avis de convocation, laquelle indiquera également l'endroit de la réunion et l'ordre du jour.

33.4 Il pourra être renoncé aux formalités de convocation moyennant le consentement de chacun des membres du Conseil de Surveillance, donné par lettre, par télégramme, par lettre faxée ou par e-mail. Un avis de convocation ne sera pas requis lorsque l'endroit et l'heure de la réunion auront été précisés dans une annexe précédemment approuvée par décision du Conseil de Surveillance.

33.5 Tout membre du Conseil de Surveillance est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Surveillance par un autre membre, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme ou d'une lettre faxée.

33.6 Le Conseil de Surveillance pourra délibérer ou agir valablement uniquement si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

33.7 Toute décision du Conseil de Surveillance est adoptée lorsqu'elle est approuvée par plus de la moitié des membres du Conseil de Gérance, présent ou représenté.

33.8 Un ou plusieurs des membres du Conseil de Surveillance pourront participer à ses réunions par vidéo conférence ou conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication permettant à plusieurs participants de communiquer simultanément les uns avec les autres. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion.

33.9 Des résolutions circulaires, signées par la majorité des membres du Conseil de Surveillance auront le même effet et la même validité que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue. Ces résolutions peuvent résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

34. Procès-verbaux des réunions.

34.1 Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Surveillance seront signés par le président de la réunion et par un membre du Conseil de Surveillance ou le secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront attachées.

34.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux seront signées par le président ou par un membre du Conseil de Surveillance et le secrétaire (s'il y en a) ou par deux des membres du Conseil de Surveillance.

Titre VIII. - Exercice social, Comptes annuels et informations disponibles

35. Exercice social.

35.1 L'exercice social de la Société commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

35.2 Le Gérant Commandité établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, au Conseil de Surveillance qui commentera ces documents dans son rapport.

36. Approbation des comptes et distributions de profits.

36.1 Les comptes annuels seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale des Actionnaires 36.2 L'assemblée générale des Actionnaires examinera les comptes annuels et, si elle l'estime opportun, les approuvera.

36.3 Les profits non consolidés, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituera le bénéfice net de la Société pour cette période.

36.4 Du bénéfice annuel net ainsi déterminé de la Société, cinq pour cent (5%) seront obligatoirement prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

36.5 Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société pour être distribués et où la Loi de 1915 et les Statuts l'autorisent, le Gérant Commandité pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués conformément au Pacte d'Actionnaires.

36.6 La décision de distribuer des fonds et la fixation du montant de cette distribution sera prise par le Gérant Commandité avec l'approbation de l'assemblée générale des Actionnaires.

36.7 Le Gérant Commandité est autorisé à verser des acomptes sur dividendes sous réserve des conditions établies par la Loi.

37. Autres informations aux investisseurs.

37.1 Toute information financière ou autre concernant la Société tel que décrit dans la Loi AIFM, y compris sans limitation, la composition du portefeuille détenu par la Société, la VNI, le rendement passé de la Société ainsi que tout changement matériel y relatif, sera mis à disposition gratuitement à tout Actionnaire à n'importe quel jour ouvrable bancaire pendant les heures normales de bureau au siège social de la Société.

37.2 En outre, la Société mettra également à disposition de chaque Actionnaire toute autre information telle que prescrite par la Loi AIFM à son siège social.

Titre IX. - Dissolution - Liquidation

38. Causes de dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite, de dissolution ou de liquidation de l'un des Actionnaires.

39. Liquidation.

39.1 Sur proposition du Gérant Commandité, la Société pourra être dissoute par une décision des Actionnaires votant dans les mêmes conditions de quorum et de majorité qu'en cas de modification des présents Statuts, sous réserve de dispositions légales contraires.

39.2 Une fois la Société dissoute, il sera procédé à la liquidation par les soins de un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou des personnes morales) nommées par les Actionnaires, lesquels détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

39.3 Après paiement de toutes les dettes et les charges à l'encontre de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera distribué aux actionnaires conformément à l'article 36 des Statuts au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.

Titre X. - Loi applicable

40. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi de 1915 et la Loi AIFM.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version française; sur requête d'une partie comparante et dans le cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaut.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, les parties comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. DAVISTER, S. GUERS, C. BOCKLANDT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 23 juillet 2014. Relation: EAC/2014/10291. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014129780/963.

(140146557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Tatico & Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 172.646.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014129787/9.

(140146860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Société pour l'Aménagement du Plateau du St Esprit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 6-10, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 20.438.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014129773/9.

(140146359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Circuit Foil Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9559 Wiltz, Zone Industrielle C Salzbaach.

R.C.S. Luxembourg B 93.110.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 août 2014.

Référence de publication: 2014130002/10.

(140147169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Das Digital Achiever Systems, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 189.479.

— STATUTEN

Im Jahr zweitausendvierzehn, am dreizehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

Daniel Müller, geboren am 26. Juli 1969, wohnhaft in Nerotal 26, 65193 Wiesbaden, Deutschland.

Die erschienene Partei hat den unterzeichneten Notar ersucht, die nachfolgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die hiermit errichtet wird, zu beurkunden:

Kapitel I. Form, Name, Gesellschaftssitz, Gesellschaftszwecke, Dauer

Art. 1. Form, Gesellschaftsname. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "DAS Digital Achiever Systems" (nachfolgend die "Gesellschaft") errichtet, die den für eine solche Gesellschaftsform geltenden Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Form (nachfolgend das "Gesetz") sowie dieser Satzung (nachfolgend die "Satzung") unterliegt.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft wird in der Gemeinde Walferdange errichtet. Der Geschäftsführer oder, falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, der Verwaltungsrat ist ermächtigt, den Sitz der Gesellschaft an eine andere Adresse innerhalb der Gemeinde Walferdange zu verlegen.

Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Mehrheit an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Sollte aus militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder sozialen Gründen eine Situation eintreten oder für unmittelbar bevorstehend erachtet werden, die den üblichen Geschäftsgang der Gesellschaft an ihrem Sitz verhindern würde, kann der Sitz der Gesellschaft solange vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis sich die Situation normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die vorübergehende Verlegung des Sitzes ins Ausland wird vom Geschäftsführer, oder, falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, vom Verwaltungsrat getroffen.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Zweigstellen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 3 Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und die Entwicklung von Software sowie deren Verwertung und Vermarktung.

Insbesondere darf die Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland folgende Tätigkeiten ausüben:

- die Vermarktung der Nutzungsrechte an entwickelter oder erworbener Software;
- die Einräumung von Lizenzen an entwickelter oder erworbener Software.

Die Gesellschaft darf im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland auch in den Erwerb, die Verwaltung oder Entwicklung eines Portfolios von Immaterialgüterrechten jeglicher Art und Herkunft investieren.

Grundsätzlich kann die Gesellschaft im alle rechtlich zulässigen kommerziellen oder finanziellen Transaktionen durchführen, die dem Gesellschaftszweck dienen.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Dauer errichtet.

Kapitel II. - Stammkapital, Geschäftsanteile

Art. 5. Stammkapital. Das Stammkapital wird auf zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,00) festgesetzt und besteht aus zwölftausend fünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,00).

Zusätzlich zum Stammkapital kann ein Premium-Konto eingerichtet werden, auf welches jede hinsichtlich eines Geschäftsanteils zusätzlich zu seinem Wert geleistete Zahlung übertragen wird. Der auf dem Premium-Konto befindliche Betrag kann verwendet werden zur Zahlung von Geschäftsanteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zur Verrechnung gegen realisierte Nettoverluste, zur Zahlung von Ausschüttungen an die Gesellschafter in Dividendenform oder zur Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage.

Art. 6. Änderungen des Stammkapitals. Das Stammkapital kann jederzeit durch Entscheidung des Alleingeschafters (falls es nur einen Gesellschafter gibt) oder durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung in der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Art und Weise erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 7. Rechte der Gesellschafter auf Ausschüttungen. Jeder Geschäftsanteil gewährt seinen Inhaber im Verhältnis des Geschäftsanteils zur Anzahl aller ausgegebenen Geschäftsanteile, Beteiligung am Vermögen und Gewinn der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Geschäftsanteile. Gegenüber der Gesellschaft sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unteilbar, so dass pro Geschäftsanteil nur ein Eigentümer zugelassen ist. Miteigentümer müssen eine Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft bevollmächtigen.

Art. 9. Übertragung von Geschäftsanteilen. Existiert nur ein einziger Gesellschafter, so sind die seitens dieses Alleingeschafters gehaltenen Geschäftsanteile frei übertragbar.

Existieren zwei (2) oder mehrere Gesellschafter, sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft nur unter Gesellschaftern frei übertragbar. An Nichtgesellschafter können sie unter Lebenden nur übertragen werden, wenn die anderen Gesellschafter einer solche Übertragung mit einer Mehrheit von drei Vierteln (3/4) des Gesellschaftskapitals im Rahmen einer Gesellschafterversammlung zustimmen.

Im Todesfall können die Geschäftsanteile eines verstorbenen Geschafters nur mit der in einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von drei Vierteln (3/4) des Gesellschaftskapitals erteilten Zustimmung auf einen neuen Gesellschafter übertragen werden. Ein solcher Gesellschafterbeschluss ist nicht erforderlich, wenn die Geschäftsanteile auf Eltern, Abkömmlinge oder den überlebenden Ehepartner übertragen werden.

Die Übertragung von Geschäftsanteilen ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, nachdem sie der Gesellschaft gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuchs (code civil) angezeigt wurde oder ihre Zustimmung erhalten hat.

Art. 10. Rückwerb von Geschäftsanteilen. Die Gesellschaft ist im Rahmen der Regelungen des Gesetzes befugt, eigene Geschäftsanteile zurück zu erwerben.

Kapitel III. - Geschäftsführung

Art. 11. Geschäftsführung. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von mindestens einem Geschäftsführer geführt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, bilden die Geschäftsführer einen Verwaltungsrat, der zwingend in zwei Kategorien von Geschäftsführern, bezeichnet als "Geschäftsführer der Kategorie A" und "Geschäftsführer der Kategorie B", aufgeteilt ist.

Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein. Wenn nur ein Geschäftsführer bestellt wurde, hat dieser eine Geschäftsführer sämtliche Befugnisse des Verwaltungsrats.

Bei mehreren Geschäftsführern wird jeder Geschäftsführer entweder als Geschäftsführer der Kategorie A oder als Geschäftsführer der Kategorie B bestellt und bezeichnet. Ihre Vergütung wird durch Beschluss der Gesellschafterversammlung mit einfacherer Mehrheit der abgegebenen Stimmen oder (gegebenenfalls) durch den Alleingesellschafter festgesetzt. Die Vergütung der Geschäftsführer kann durch Beschluss mit den gleichen Mehrheitsvoraussetzungen abgeändert werden.

Die Gesellschafterversammlung oder (gegebenenfalls) der Alleingesellschafter kann den/die Geschäftsführer jederzeit und mit sofortiger Wirkung abberufen und ersetzen.

Werden zwei (2) oder mehrere Geschäftsführer bestellt, treffen sie ihre Entscheidungen im Rahmen von Verwaltungsratssitzungen.

Der Verwaltungsrat wählt aus der Mitte seiner Mitglieder einen Vorsitzenden, der im Falle von Stimmgleichheit bei seiner Wahl kein Stimmrecht hat. Der Vorsitzende leitet alle Sitzungen des Verwaltungsrats.

In Abwesenheit des Vorsitzenden bestimmen die anderen Geschäftsführer einen Vorsitzenden pro tempore, der die entsprechende Sitzung leitet, mit einfacher Stimmenmehrheit der bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer. Der Verwaltungsrat kann einen Schriftführer, der kein Geschäftsführer sein muss, für die Anfertigung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen oder andere vom Verwaltungsrat näher bezeichnete Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat trifft sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der Sitzungseinladung angegebenen Ort.

Einladungen zu Verwaltungsratssitzungen sind den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Sitzung zu übermitteln, es sei denn, es besteht ein Notfall oder besondere Dringlichkeit, welche im Sitzungsprotokoll festzustellen sind.

Jede Einladung gibt Datum, Uhrzeit und Ort sowie den Gegenstand der Sitzung an.

Einladungen können durch jeden Geschäftsführer mündlich, schriftlich, per Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel erfolgen.

Vor einer Einladung kann durch Zustimmung aller Geschäftsführer in schriftlicher Form oder per Fax, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel abgesehen werden.

Die Sitzung kann ohne vorherige Einladung abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind.

Eine separate Einladung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Datum, Uhrzeit und Ort in einem vorherigen vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss bestimmt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei Verwaltungsratssitzungen von einem anderen Geschäftsführer vertreten lassen, wenn er diesen schriftlich oder per Fax, Telegramm, Email, Telex oder ein anderes angemessenes Kommunikationsmittel bevollmächtigt hat.

Ein Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Geschäftsführer können an Verwaltungsratssitzungen per Telefon, Videokonferenz oder durch ein anderes angemessenes Kommunikationsmittel, das es allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlaubt, sich zur gleichen Zeit zu hören, teilnehmen. Eine Verwaltungsratssitzung, die über derartige Kommunikationsmittel abgehalten wurde, gilt als in Luxemburg abgehalten.

Der Verwaltungsrat ist nur beschluss- und handlungsfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, darunter mindestens ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B.

Die Teilnahme an Sitzungen über eines der vorgenannten Kommunikationsmittel steht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung gleich.

Stimmabgaben können auch per Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel erfolgen, vorausgesetzt, dass im letzten Fall die Stimmabgabe schriftlich oder per Fax, Telegramm, Email oder Telex bestätigt wird.

Entscheidungen des Verwaltungsrats werden mit einer Mehrheit der an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen, vorausgesetzt dass mindestens ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B den Beschlüssen zugestimmt haben.

Die Beratungen des Verwaltungsrats werden in einem Protokoll festgehalten, das vom Vorsitzenden oder von einem Geschäftsführer der Kategorie A gemeinsam mit einem Geschäftsführer der Kategorie B unterzeichnet wird. Jede Abschrift oder Auszug des Protokoll ist vom Vorsitzenden oder von einem Geschäftsführer der Kategorie A gemeinsam mit einem Geschäftsführer der Kategorie B zu unterzeichnen.

Schriftliche Beschlüsse, denen alle Geschäftsführer zugestimmt haben und die diesen unterzeichnet sind, stehen auf einer Verwaltungsratssitzung gefassten Beschlüssen gleich.

In diesen Fällen, können schriftliche Beschlüsse entweder in einem einzelnen Dokument oder in mehreren Dokumenten gleichen Inhalts dokumentiert werden.

Schriftliche Beschlüsse können durch normale Post, Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessenen Telekommunikationsmittel übermittelt werden.

Art. 12. Befugnisse der Geschäftsführer. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung oder (gegebenenfalls) dem Alleingesellschafter vorbehalten sind, stehen dem Verwaltungsrat oder (gegebenenfalls) dem Einzelgeschäftsführer zu.

Gegenüber Dritten hat der Einzelgeschäftsführer oder bei mehreren Geschäftsführern der Verwaltungsrat die Befugnis, in jeglicher Hinsicht im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Zweck der Gesellschaft in Einklang stehen, vorausgesetzt, dass die Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

Art. 13. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift ihres Einzelgeschäftsführers und, wenn es mehr als einen Geschäftsführer gibt, durch die gemeinschaftliche Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B verpflichtet.

Art. 14. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat oder der Einzelgeschäftsführer kann eine Person ernennen, einen Gesellschafter oder einen Nicht-Gesellschafter, der die Befugnis hat, im Namen der Gesellschaft bezüglich aller mit der täglichen Geschäftsführung und Angelegenheiten zusammenhängenden Dinge zu handeln (*délégué à la gestion journalière*).

Der Verwaltungsrat oder der Einzelgeschäftsführer kann eine Person, einen Gesellschafter oder einen Nichtgesellschafter, als ständigen Vertreter der Gesellschaft bei Unternehmen ernennen, in denen die Gesellschaft Mitglied des Geschäftsführungsorgan ist. Dieser ständige Vertreter soll mit dem notwendigen Ermessen ausgestattet handeln, jedoch im Namen und für die Gesellschaft und die Gesellschaft in ihrer Eigenschaft als Mitglied des Geschäftsführungsorgans eines solchen Unternehmens binden.

Art. 15. Unterbevollmächtigung und Stellvertretung eines Geschäftsführers. Der Verwaltungsrat oder (gegebenenfalls) der Einzelgeschäftsführer können einzelfallbezogen für bestimmte, eingegrenzte Angelegenheiten Untervollmachten an einen oder mehrere Stellvertreter erteilen, die keine Gesellschafter oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen.

Der Verwaltungsrat oder (gegebenenfalls) der Einzelgeschäftsführer wird die Befugnisse, Pflichten und (gegebenenfalls) Vergütung seiner Stellvertreter, die Dauer der Stellvertretung sowie ihre anderen relevanten Voraussetzungen festlegen.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt dass solche Verbindlichkeiten in Einklang mit den Bestimmungen dieser Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen.

Kapitel IV. Gesellschafterversammlungen

Art. 17. Befugnisse der Gesellschafterversammlungen. Der Alleingesellschafter verfügt über alle Befugnisse, die der Gesellschafterversammlung zustehen.

Falls es zwei (2) oder mehrere Gesellschafter gibt, kann jeder Gesellschafter unabhängig von der Anzahl der Geschäftsanteile, die er hält, an Gemeinschaftsentscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter verfügt über der Anzahl seiner Geschäftsanteile entsprechende Stimmrechte.

Ein Gesellschafter kann eine anderen Person, die kein Gesellschafter sein muss, bevollmächtigen ihn bei Gesellschafterversammlungen zu vertreten, vorausgesetzt, dass die Vollmacht schriftlich erteilt wird, wobei sie per Fax, Email, Telegramm, Telex oder jedem anderen angemessenen schriftlichen Kommunikationsmittel übermittelt werden kann.

Gesellschafterbeschlüsse sind wirksam getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die zusammen mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, angenommen werden. Beschlüsse zur Änderung der Satzung oder zur Auflösung und Liquidation der Gesellschaft bedürfen, vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes, einer Mehrheit der Gesellschafter, die gemeinsam mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals halten.

Gesellschafterbeschlüsse können unter der Voraussetzung, dass die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, anstatt auf einer Gesellschafterversammlung, schriftlich durch alle Gesellschafter gefasst werden. In einem solchen Fall wird jedem Gesellschafter ein schriftlicher Entwurf der Beschlüsse übersandt, die dieser dann unterzeichnet. In dieser Form gefasste schriftliche Beschlüsse in einem oder mehreren Dokumenten haben dieselbe Wirksamkeit wie auf einer Gesellschafterversammlung gefasste Beschlüsse.

Jede Bezugnahme in dieser Satzung auf Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beinhaltet die Möglichkeit der schriftlichen Beschlussfassung, sofern die Gesamtzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt.

Kapitel V. Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Nach dem Ende eines jeden Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss der Gesellschaft vorbereitet und der Geschäftsführer oder bei zwei (2) oder mehreren Geschäftsführern der Verwaltungsrat nimmt eine Inventarisierung vor, welche die Angabe der Werte des Vermögens und der Höhe der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die Bilanzerstellung und die Erstellung der Gewinn- und Verlustrechnung umfasst.

Jeder Gesellschafter kann die Bücher und Aufzeichnungen der Gesellschaft, die vorgenannte Inventarisierung, insbesondere die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung, am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 19. Gewinnverwendung und -Verteilung. Der Nettogewinn der Gesellschaft ergibt sich aus dem im Jahresabschluss festgestellte Bruttogewinn abzüglich der allgemeinen Kosten, Abschreibungen und Aufwendungen. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt, bis die Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der Restbetrag des Nettogewinns kann frei an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Beteiligung an der Gesellschaft ausgeschüttet verteilt werden.

Ungeachtet der vorstehenden Regelung kann der Einzelgeschäftsführer oder gegebenenfalls der Verwaltungsrat auf der Basis einer vom Verwaltungsrat oder gegebenenfalls dem Einzelgeschäftsführer vorbereiteten Rechnungslegung, aus der hervorgeht, dass genügend Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, entscheiden, vor Ende des laufenden Geschäftsjahrs Zwischendividenden zu zahlen, wobei Voraussetzung ist, dass der zu verteilende Betrag die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahrs erzielten Gewinne, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Reserven, und verringert um die vorgetragenen Verluste und Beträge, die der Rücklage im Einklang mit dem Gesetz oder der Satzung zuzuführen sind, nicht übersteigen darf.

Kapitel VI. Auflösung - Liquidation

Art. 20. Auflösungsgründe. Die Gesellschaft wird bei Tod, Geschäftsunfähigkeit oder Konkurs eines Gesellschafters oder einem vergleichbaren Ereignis nicht aufgelöst. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung mit der für Satzungsänderungen erforderlichen Mehrheit aufgelöst werden.

Falls die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, kann der Alleingesellschafter entscheiden, die Gesellschaft aufzulösen und zu liquidieren, wenn alle Vermögenswerte der Gesellschaft, bekannt oder unbekannt, auf diesen Alleingesellschafter übertragen werden.

Art. 21 Liquidation. Nach Auflösung der Gesellschaft, wird ihre Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern bestellte Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt; ihre Befugnisse und Vergütung werden durch die Gesellschafter festgelegt.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht

Art. 22. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes.

Übergangsregelungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Errichtung dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile, die das gesamte Gesellschaftskapital ausmachen wurden von Daniel Müller vollständig gezeichnet und in bar eingezahlt.

Der Betrag von zwölftausendfünfhundert EUR (EUR 12.500,00) steht der Gesellschaft zum jetzigen Zeitpunkt frei zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Beschluss des einzigen Gesellschafters

Unmittelbar nach der Errichtung der Gesellschaft, hat der einzige Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital hält und die an die Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse ausübt, folgende Beschlüsse gefasst:

(1) Die nachfolgende Person wird für unbestimmte Dauer als Einzelgeschäftsführer bestellt:

Herr Daniel Müller, geboren am 26. Juli 1969, in Mainz, Deutschland, mit Geschäftsadresse in 2, Millewee, L - 7257 Walferdange, Großherzogtum Luxemburg.

(2) Die Gesellschaft soll ihren Gesellschaftssitz in 2, Millewee, L - 7257 Walferdange, Großherzogtum Luxemburg haben.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen oder in Rechnung gestellt werden, werden auf ungefähr eintausendvierhundert (EUR 1.400.-) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Deutsch und Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben erschienenen Partei die vorliegende Urkunde in Deutsch abgefasst worden ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung; auf Wunsch derselben erschienenen Partei soll, im Falle eines Abweichens des englischen und deutschen Textes, die deutsche Version maßgebend sein.

WORÜBER, Urkunde aufgenommen am zu Beginn der Urkunde genannten Tag Nach Vorlesung der vorliegenden Urkunde gegenüber der erschienenen Person, wie vorerwähnt handelnd, dem Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat die Bevollmächtigte die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Es folgt die englische Übersetzung des vorgehenden Textes:

In the year two thousand and four, on the thirteenth day of June.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Daniel Müller, born on 26 July 1969, residing at Nerotal 26, 65193 Wiesbaden, Germany.

Such appearing party has requested the undersigned notary to draw up the following articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which is hereby incorporated:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Objects, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "DAS Digital Achiever Systems" (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereinafter the "Act"), as well as by these Articles of Association (hereinafter the "Articles").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the community of Walferdange. The manager or, where there should be two or more managers, the board of managers is authorized to transfer the registered office of the Company to another address within the community of Walferdange.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether for military, political, economic or social reasons, that might prevent normal performance of the activities of the Company at its registered office, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation is normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding said temporary transfer of registered office, will remain a Luxembourg company. Any such decision to temporarily transfer the registered office abroad will be made by the manager or, should there be two (2) or more managers, by the board of managers.

The Company may establish offices and branches both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Objects. The objects of the Company are the acquisition and the development of software as well as its exploitation and commercialisation.

In particular, the Company may in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, enter into the following transactions:

- the marketing of the rights of use of the developed or purchased software;
- the granting of licenses regarding the developed or purchased software.

The Company may also, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad invest in the acquisition, management and development of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin.

Generally, the Company may perform all legally permitted commercial or financial transactions which serve the company's objects.

Art. 4. Term. The Company is incorporated for an unlimited term.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.00) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.00) each.

In addition to the issued share capital, a premium account may be set up into which any premium paid on any share in addition to its value is transferred. The amount in the premium account may be used to provide for the payment of any shares that the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 7. Shareholders' rights to distributions. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares issued.

Art. 8. Indivisibility of shares. Vis-à-vis the Company, the Company's shares are indivisible and therefore only one owner is allowed per share. Joint owners must appoint a single person as their representative vis-à-vis the Company.

Art. 9. Transfers of Shares. If the Company only has one single shareholder, the shares of the single shareholder are freely transferable.

If the Company has two (2) or more shareholders, its shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Share transfers are only valid vis-à-vis the Company or third parties after having been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Civil Code (code civil).

Art. 10. Redemption of Shares. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the Act, to acquire shares in its own capital.

Chapter III. - Management

Art. 11. Management. The Company will be managed by at least one manager. If more than one manager is to be appointed, the managers will form a board of managers mandatorily divided into two (2) categories of managers respectively denominated "Category A Manager" and "Category B Manager".

Managers do not need to be shareholders of the Company. In the case where there is only one manager, this sole manager has all the powers of the board of managers.

In the case where there are more than one manager, each manager shall be appointed and designated as either a Category A Manager or Category B Manager. His/her remuneration shall be determined, by resolution of the general meeting of shareholders passed on a simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the managers can be modified by resolution passed on the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager (category A and B).

Where there are two (2) or more managers, their decisions are taken during board meetings.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote for his/her appointment. The chairman shall preside over all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the other managers will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the Managers present and/or represented at such meeting. It may appoint a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The Board shall meet upon call by the chairman or any two (2) managers at the place indicated in the convening notice of the meeting.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency or special urgency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the date, time and place of the meeting and the nature of the business to be discussed.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by facsimile, telegram, e-mail, telex or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by facsimile, telegram, e-mail, telex or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at dates, times and places specified in a resolution previously adopted by the board of managers.

Any manager may be represented at any meeting of managers by another manager by appointing in writing or by facsimile, telegram, e-mail, telex or any other suitable communication means, the other manager as his/her proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers' meeting by telephone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, including at least one Category A Manager and one Category B Manager.

Participation in a meeting by the aforementioned means is deemed equivalent to participation in person at such meeting.

Votes may also be cast by facsimile, telegram, e-mail, telex or by any other suitable communication means, provided that, in the last case, the vote is confirmed in writing.

Decisions of the board of managers are adopted by a majority of the managers participating in the meeting or duly represented thereto provided that at least one Category A Manager and one Category B Manager approved the resolutions.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which shall be signed by the chairman or one Category A Manager and one Category B Manager. Any transcript of or excerpt from the minutes shall be signed by the chairman or one Category A Manager and one Category B Manager.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, facsimile, telegram, e-mail, telex or any other suitable telecommunication means.

Art. 12. Powers of the Managers. All powers not expressly reserved by the Act or these Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the sole manager, or, where there are two (2) or more managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts consistent with the Company's objects, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

Art. 13. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, where there are two or more managers, by the joint signature of a Category A Manager and a Category B Manager.

Art. 14. Delegation of powers. The board of managers or the sole manager may appoint a person, either a shareholder or not, or a member of the board of managers or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company (délégué à la gestion journalière).

The board of managers or the sole manager may appoint a person, either a shareholder or not, either a manager or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative shall act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

Art. 15. Sub-Delegation and Agent of a Manager. The board of managers or the sole manager (as the case may be), may on a case by case basis sub-delegate its/his/her powers for specific and limited tasks to one or several ad hoc agents who do not need to be shareholders or managers of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be), will determine the powers, duties and remuneration (if any) of any agent, the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

Art. 16. Liabilities of the Manager. The managers do not by reason of their position assume any personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided that such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable legal provisions.

Chapter IV. - General meetings of shareholders

Art. 17. Powers of General Meetings of Shareholders. The single shareholder assumes all the powers conferred to the general shareholder's meeting.

Should there be two (2) or more shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares he or she or it owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his/her/its shareholding.

A shareholder may procure his/her/its representation at any general meeting of shareholders by a proxy given to a proxy holder, who does not need to be a shareholder, provided that the proxy is given in writing, which may be transmitted by facsimile, e-mail, telegram, telex or any other means of written communication.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing more than half of the issued share capital. Resolutions to alter the Articles or to wind up and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders representing at least three quarters (3/4) of the Company's issued share capital, subject to the provisions of the Act. Resolutions of shareholders can, provided that the total number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be served with a written draft of the resolutions to be passed, and shall sign the resolutions. Such resolutions passed in writing on one or several counterparts instead of a general meeting shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders.

Any reference in these Articles to resolutions of the general meeting of shareholders shall be construed as including the possibility of written resolutions of the shareholders, provided that the total number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25).

Chapter V. Business year - Balance sheet

Art. 18. Business Year. The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Following the end of each financial year, the Company's financial statements shall be prepared and the manager or, where there are two (2) or more managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account.

Each shareholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory, especially the balance sheet and the profit and loss account, at the Company's registered office.

Art. 19. Allocation and Distribution of the Profits. The net profits of the Company are represented by its gross profits stated in the annual accounts, after deduction of general costs, depreciation and expenses. Five per cent (5%) of the annual net profits of the Company are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance of the net profits may be freely distributed to the shareholder(s) in proportion to his/her/their shareholding in the Company.

Notwithstanding the above provision, the sole manager or the board of managers as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager, as the case may be, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Act or the Articles.

Chapter VI. Winding-up - Liquidation

Art. 20. Causes for winding-up. The Company shall not be wound up by reason of the death, legal incapacity, insolvency or any comparable incidence of the single shareholder or of any one of the shareholders. The Company may be wound up at any time by resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

If the Company has only one shareholder, this single shareholder may decide to wind the Company up and to liquidate it, provided that all assets and liabilities of the Company, known or unknown, are transferred to said sole shareholder.

Art. 21. Liquidation. Upon the winding-up of the Company, its liquidation will be carried out by one or more liquidators, who need not be shareholders, appointed by the shareholders, who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 22. Reference is made to the provisions of the Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Interim provisions

The first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2014.

Subscription - Payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares representing the entire share capital of the Company have been entirely subscribed and fully paid up in cash by Tantalus Holding GmbH, as aforesaid.

The amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.00) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the signing notary.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately following incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entire subscribed share capital and exercising the powers devolved upon the meeting of the shareholders, passed the following resolutions:

(1) The following is appointed as Sole Manager for an undetermined period:

Mr. Daniel Müller, born on 26 July 1969, in Mainz, Germany, with professional address at 2, Millewee, L - 7257 Walferdange, Grand-Duchy of Luxembourg.

(2) The Company shall have its registered office at 2, Millewee, L - 7257 Walferdange, Grand Duchy of Luxembourg.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever that shall be borne by the Company or shall be charged to it in connection with its incorporation have been estimated at approximately EUR one thousand four hundred (EUR 1,400.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks German and English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in German followed by an English version; on request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with us, the notary, the present deed.

Signé: D. Müller et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 juin 2014. LAC/2014/28919. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Référence de publication: 2014130020/467.

(140147474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Fideslum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 189.476.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-fifth day of the month of July.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

«JOTABE S.A.» a société anonyme having its registered office at L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy, registered with the Trade and Register Companies under section B number 160.066, represented by his director of type A, M. Victor David CUNHA DOS SANTOS, chartered accountant, born on July 1st, 1978 at Coimbra (Portugal) residing professionally in L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy, as regarding the Article 9 of the Articles of association of the company.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which they deem to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

Title I. - Denomination - Registered office - Duration - Object

Art. 1. There is hereby established a public limited company under the name of "FIDESLUM S.A." (hereinafter the "Company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10,

1915 on commercial companies as amended (hereinafter the “Law”), as well as by the present articles of incorporation (hereinafter the “Articles”).

Art. 2. The registered office of the Company is established on the territory of the Municipality of Bertrange.

It may be transferred to any other address in the same municipality by a decision of the board of directors or to another municipality by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the applicable provisions of the law.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

Title II. - Capital - Shares

Art. 5. Share capital. The subscribed capital of the Company is fixed at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-), divided into three hundred and ten (310) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

The shares will be either in the form of registered or in the form of bearer shares, at the option of shareholders, with the exception of those shares for which the law prescribes the registered form.

The Company may issue multiple share certificates.

Art. 6. Capital increase. The authorised and subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for an amendment of the articles of incorporation.

Title III. - General meeting of shareholders

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

Art. 8. The annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held at the Company’s registered office or at such other place as may be specified in the convening notice of meeting, on the third Tuesday of June at 09:00 a.m.

If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

The annual general meeting of the shareholders of the Company may be held abroad if, in the judgment of the board of directors of the Company, exceptional circumstances so require.

Art. 9. Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing (i) the identification of the shareholders, (ii) all the shareholders taking part in the meeting to hear one another,

(iii) the meeting to be held live. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 10. The shareholders' meeting shall be held upon notice by the board of directors or by the auditor.

They shall convene such a meeting within twenty days if a shareholder or a plurality of shareholders holding at least ten per cent (10%) of the shares of the Company request so, provided they make a written demand and detail the agenda.

A shareholder or a plurality of shareholders holding at least ten per cent (10%) of the shares of the Company may add discussion points to the agenda, provided that they make a written request to the Company not later than five (5) days prior to the meeting concerned.

The convening notices shall mention the agenda of the meeting.

All the shares being issued in registered form, the convening notices have to be addressed individually to each shareholder by means of registered mail.

Art. 11. Each share entitles its holder to one vote.

Except as otherwise required by Law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Art. 12. Any resolutions aiming to amend the Articles shall require the holding of an extraordinary general meeting that only validly deliberates if one half of the capital either is present or represented.

If this condition is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the number of shares present or represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast.

Art. 13. Both the nationality of the Company and the commitments of its shareholders may only be increased with the unanimous consent of all the shareholders and bondholders.

Art. 14. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person, shareholder or not, as his proxy, in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or e-mail (provided that the electronic signature is in conformity with the then relevant applicable laws in the Grand Duchy of Luxembourg).

If all shareholders of the Company are either present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Prior to any debates, the shareholders elect amongst them a chairman for the meeting of the shareholders, who will then proceed to the nomination of a secretary, who may be shareholder or not. The shareholders will appoint a scrutineer, who may be a shareholder or not.

The minutes of the meetings of the shareholders are signed by the president, the secretary and the scrutineer, and by any shareholder having requested to do so.

Title IV. - Management

Art. 15. The corporation shall in case there is only one shareholder be managed by a sole director or by a board of directors, or in case there are two or more shareholders, be managed by a board of directors composed of at least three members, being either shareholders or not, who shall be appointed for a term not exceeding six years, by a general meeting of shareholders. The sole director or the board of directors may be reelected and may be removed at any time by a general meeting of shareholders.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of the shareholders of the Company.

The term and the remuneration of directors are determined by the general meeting of the shareholders.

In case of a single shareholder, the Company may be managed by a sole director who assumes all the rights, duties and liabilities of the board of directors.

Art. 16. The board of directors is convened upon call by the chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened upon the request of any two (2) directors.

Written notice of any meeting of the board of directors will be given to all directors, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the directors are present or represented, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

A director may be represented by another member of the board of directors, and a member of the board of directors may represent several directors of any category.

The board of directors can only validly debate and take decisions if two (2) members are present or represented. If a quorum is not reached, a second meeting of the Board shall be convened to deliberate validly at least half of board members will be present.

Any decision taken by the board of director shall require a simple majority of the directors. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at a physical meeting of the board of directors. Such resolutions may be documented either in a single document or in several separate documents having the same content.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 17. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company.

All powers not expressly reserved by Law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may pay interim dividends to the shareholders in compliance with the Law and any other relevant legal requirements.

The Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the director or the board of directors,
2. These accounts show a profit (after allocation to the legal reserve and statutory reserve but including the profits carried forward or any amount transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the board of directors,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 18. The corporation shall be bound in all circumstances by the signature of the sole director or in case more directors are appointed by the joint signature of any two directors or by the sole signature of the managing director (administrateur-délégué), provided that special arrangements have been reached concerning the authorized signature in the case of a delegation of powers or proxies given by the board of directors.

Art. 19. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of a special branch to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxy-holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 20. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the board of directors, represented by its chairman or by any directors delegated for this purpose.

Art. 21. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or any officer of the Company has a personal and opposite interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of, such other company or entity.

Except as otherwise provided for hereafter, any director or officer of the Company who serves as a director, associate, member, officer or employee of any company or entity, with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or entity, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any director may have a personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the board of directors such personal and opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's interest therein shall be reported to the shareholder(s) or to the next general meeting of shareholders.

Title V. - Audit

Art. 22. The supervisory auditors will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election and they may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, by a resolution of the shareholders' meeting.

Title VI. - Accounting year - Allocation of profits

Art. 23. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the Company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 24. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the subscribed capital.

The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Title VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 25. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders taken in accordance with the quorum and majority requirements to modify these Articles. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, individuals or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Title VIII. - General provisions

Art. 26. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory provision:

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2014.
2. The first ordinary general meeting will be held in the year 2015.

Subscription and payment:

The Articles of the Company having thus been established, the parties appearing hereby declare that they subscribed to three hundred and ten (310) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been paid up by the sole Shareholder to an extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash so that the amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) paid by the sole shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary who states it.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Resolutions of the sole shareholder:

The sole shareholder, representing the entirety of the subscribed capital, took the following resolutions by unanimity.

1. The registered office is established in L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
2. The number of directors is fixed at three (3) and that of the statutory auditors at one (1).
3. The following persons are appointed as directors:

- M. Victor David CUNHA DOS SANTOS, chartered accountant, born on July 1st, 1978 at Coimbra (Portugal) residing professionally in L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy;

- M. Frédéric J.H.P. TONUS, chartered accountant, born on November 21st, 1973 at Rocourt, (Belgium) residing professionally in L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy; and

- M. Celso GOMES, chartered accountant, born on February 21st, 1978 at Luxembourg residing professionally in L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.

4. The public limited company "TONUS & CUNHA Associés S.à r.l.", established and having its registered office in L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 139.158, is appointed as statutory auditor of the Company.

5. The Company will be bound and represented by the joint signature of two directors, with power of reciprocal delegation.

6. The mandates of the directors and the statutory auditor will expire at the general annual meeting in the year 2019.

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately two thousand five hundred Euros.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder person has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq juillet.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

«JOTABE S.A.» une société anonyme ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 160.066, représentée par son administrateur de type A Monsieur Victor David CUNHA DOS SANTOS, comptable, né le 1^{er} Juillet 1978 demeurant professionnellement à L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy, conformément à l'article 9 de statuts de la Société.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Durée - Objet social

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "FIDESLUM S.A." (ci-après la "Société"), soumise aux lois régissant ces entités et en particulier aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (ci-après la "Loi") ainsi qu'aux dispositions des présents statuts (les "Statuts").

Art. 2. Le siège de la Société est établi dans la Commune de Bertrange.

Il pourra être transféré à toute autre adresse dans la même commune par simple décision du conseil d'administration ou sur le territoire d'une autre commune par une résolution prise lors d'une assemblée extraordinaire des associés, selon les modalités requises par les textes légaux applicables.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication entre ce siège social et l'étranger, ont eu lieu ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Des bureaux et des succursales peuvent être établis tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par simple résolution du conseil d'administration.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune.

Les actions sont soit nominatives soit au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative.

La Société pourra émettre des certificats d'actions multiples.

Art. 6. Augmentation du capital. Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit sur décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modification des statuts.

Titre III. - Assemblée des actionnaires

Art. 7. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit soit au siège social de la Société soit à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième mardi du mois de juin à 09.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société peut se réunir à l'étranger si le conseil d'administration de la Société estime que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Art. 9. Les autres assemblées des actionnaires de la Société sont tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives de chaque assemblée.

Tout actionnaire de la Société peut participer à une assemblée générale des actionnaires de la Société par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, toute personne participant à l'assemblée peut entendre les autres participants et leur parler. L'assemblée est retransmise en direct. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à l'assemblée.

Art. 10. Une assemblée générale des actionnaires de la Société peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai de vingt (20) jours, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social le requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires de la Société. Cette demande doit être convoquée par lettre recommandée cinq (5) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale en question.

Les avis de convocation pour chaque assemblée générale doivent contenir l'ordre du jour.

Toutes les actions étant nominatives, les notifications doivent être adressées individuellement à chaque actionnaire par lettre recommandée.

Art. 11. Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimées.

Art. 12. Cependant, les décisions pour modifier les Statuts de la Société peuvent seulement être adoptées par une assemblée générale des actionnaires de la Société représentant au moins la moitié du capital social (actions présentes ou représentées).

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes prévues par les Statuts et la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indique la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir les deux tiers (2/3) au moins des voix valablement exprimées.

Art. 13. Le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'unanimité des actionnaires et des obligataires.

Art. 14. Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise) une autre personne comme mandataire, actionnaire ou non.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Avant de commencer les délibérations, les actionnaires élisent en leur sein un président de l'assemblée générale. Le président nomme un secrétaire (actionnaire ou non) et les actionnaires nomment un scrutateur (actionnaire ou non). Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée générale.

Les procès-verbaux des assemblées générales annuelles des actionnaires de la Société seront signés par les membres du bureau de l'assemblée générale ou par tout actionnaire qui a été requis de le faire.

Titre IV. - Administration

Art. 15. La Société est administrée en cas d'un actionnaire unique par un administrateur unique ou par un conseil d'administration ou en cas de pluralité d'actionnaires par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. L'administration unique ou les membres du Conseil peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires qui pourvoira définitivement à l'occupation de ce poste.

La rémunération et la durée des mandats des administrateurs sont fixées par l'assemblée générale de la Société.

Si toutes les actions de la Société venaient à être détenues par un actionnaire unique, la Société pourrait être administrée par un administrateur unique qui assumerait alors tous les droits, devoirs et obligations du conseil d'administration.

Art. 16. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux (2) administrateurs le demandent.

Un avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion individuelle se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Un administrateur peut être représenté par un autre administrateur et un administrateur peut représenter plusieurs administrateurs de classes différentes.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si deux administrateurs sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, une seconde réunion du conseil d'administration sera convoquée qui délibérera valablement si la moitié au moins des membres du conseil sera présente.

Toute décision doit être prise à majorité simple, des votes exprimés. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

Les résolutions circulaires prises par le conseil d'administration ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion physique du conseil d'administration. Les résolutions circulaires doivent être signées par tous les administrateurs et être signées soit sur un document unique soit sur plusieurs documents identiques.

Chaque administrateur et tous les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au conseil puissent se comprendre et s'entendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Art. 17. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut payer des acomptes sur dividendes (dividende intérimaire) en respectant les dispositions légales et toutes prescriptions légales.

Des acomptes sur dividendes (dividende intérimaire) peuvent être distribués à tout moment aux conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le conseil d'administration,
2. Ces comptes intérimaires font apparaître un bénéfice (après allocation des montants devant être transférés à la réserve légale et de la réserve statutaire et rajout des bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire)
3. La décision de la distribution d'acomptes sur dividendes est prise par le conseil d'administration.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés

Art. 18. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique ou en cas d'existence d'un conseil d'administration par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration.

Art. 19. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 20. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le conseil d'administration, représenté par son président ou d'un administrateur-délégué à cette fin.

Art. 21. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre opération entre la Société et d'autres sociétés ou entités ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs directeurs ou représentants de la Société y auront un intérêt personnel et opposé ou en sont le (les) directeur(s), actionnaire(s), représentant(s) ou employé(s).

Sauf dispositions contraires ci-dessous, un directeur ou représentant de la Société qui remplirait en même temps des fonctions de directeur, d'associé, de représentant ou d'employé d'une autre société ou entité avec laquelle la Société contracte ou entre autrement en relations d'affaires, n'est pas, en raison de ces relations avec ladite autre société ou entité, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant aux opérations relatives à un contrat ou à une opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un directeur ou représentant aurait un intérêt personnel et opposé dans une opération de la Société, ledit directeur en avisera le Conseil d'administration et ne pourra pas prendre part aux délibérations ou émettre un vote s'agissant de cette opération et cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Directeur seront portés à la connaissance de(s) actionnaire(s) lors de la prochaine assemblée générale.

Titre V. - Surveillance

Art. 22. Le ou les commissaires seront nommés par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Au terme de leur mandat, ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou des associés, ou, le cas échéant, par une résolution de l'assemblée générale des associés

Titre VI. - Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 23. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la Société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 24. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cents (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cents (10%) du capital social.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 25. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale prise en vertu des conditions de quorum et de majorité afin de modifier les statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera réparti équitablement entre tous les titulaires de parts sociales au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

Titre VIII. - Disposition générale

Art. 26. Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Dispositions transitoires:

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2015.

Souscription et libération:

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la comparante, représentée comme ci-avant, déclare qu'elle a souscrit les trois cent dix (310) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées à hauteur de cent pour cent (100 %) par paiement en numéraire de sorte que le montant de trente-et-un mille euros (31.000.-EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Résolutions de l'actionnaire unique:

L'actionnaire unique, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

1. Le siège social de la Société est établi à L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.

2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

3. Les personnes suivantes sont appelées comme administrateurs:

- Monsieur Victor David CUNHA DOS SANTOS, comptable, né le 1^{er} Juillet 1978 à Coimbra (P) demeurant professionnellement à L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy;

- Monsieur Frédéric J.H.P. TONUS, comptable, né le 21 novembre 1973 à Rocourt, (Belgique), demeurant professionnellement à L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy; et

- Monsieur Celso GOMES DOMINGUES, comptable, né le 21 février 1978 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.

4. La société anonyme "TONUS & CUNHA Associés S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 139.158, est nommée aux fonctions de commissaire aux comptes de la Société.

5. La société sera valablement engagée et représentée par la signature conjointe de deux administrateurs avec pouvoir délégation réciproque.

6. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2019.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à deux mille cent euros (1.100,- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte au Mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. D. CUNHA DOS SANTOS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 juillet 2014. LAC/2014/36287. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014130073/486.

(140147456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

ATELIERS NIC GEORGES, succ. ATELIERS GEORGES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1817 Luxembourg, 52, rue d'Ivoix.

R.C.S. Luxembourg B 45.972.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127669/9.

(140144592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

ATELIERS NIC GEORGES, succ. ATELIERS GEORGES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1817 Luxembourg, 52, rue d'Ivoix.
R.C.S. Luxembourg B 45.972.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127668/9.

(140144583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

CCI Participations SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 52.273.

Par la présente, je démissionne avec effet immédiat de ma fonction d'Administrateur de votre société CCI PARTICIPATIONS S.A. inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 52.273.

Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Georges GREDT.

Référence de publication: 2014127750/10.

(140145226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

**Resolution IV Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Firkín S.à r.l.).**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 168.784.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014128176/10.

(140144955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

R Port, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 126.465.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2014

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Jacques Gevers
- Monsieur Philippe SEVIN
- Monsieur Philip PERCIVAL
- Monsieur Bruno LAMBERT

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2017, soit pour une durée de 3 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour R PORT

Référence de publication: 2014128151/16.

(140144800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

Europharm S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass.
R.C.S. Luxembourg B 121.076.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127072/9.

(140143854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Façade Moderne S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 10, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 184.194.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127098/9.

(140144177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Fahrenheit SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 139.848.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014127100/10.

(140144172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Five Arrows Investments S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 132.228.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127106/10.

(140144063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Five Arrows Principal Investments International Feeder II S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 144.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014127107/10.

(140143743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Global Promotion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5960 Itzig, 100, rue de l'Horizon.

R.C.S. Luxembourg B 89.881.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 7 août 2014.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2014127173/13.

(140143827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.
